

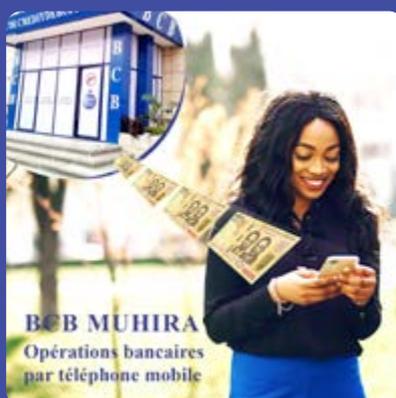


2021

Rapport annuel
Annual report

*Bienvenue à la BCB,
une banque de plus en plus
digitale...*

BOAweb
Opérations bancaires hautement
sécurisées via Internet



Interopérable

Opérations
bancaires
sur GAB BCB
pour toutes
les cartes
du réseau
Bi-switch



Large gamme de
CARTES BANCAIRES



*La préoccupation de la BCB est l'entière satisfaction
de sa clientèle.*

Sommaire

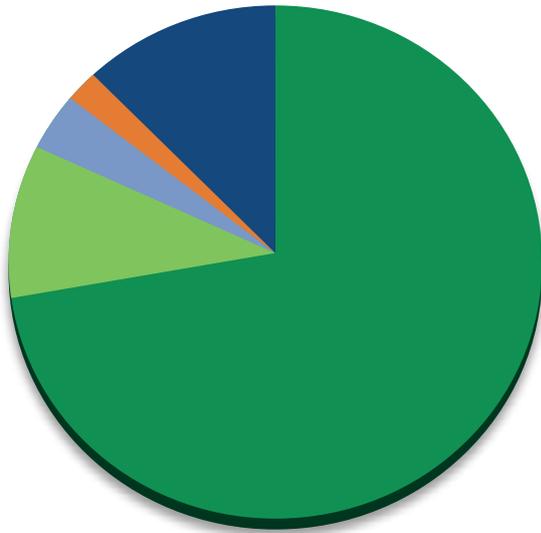
Table of contents

Le Groupe BANK OF AFRICA	4-9
Rapport d'activité de la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)	
<i>Activity Report of the Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)</i>	
Le mot de la Direction Générale	13
<i>Comments from the General Management</i>	15
Produits disponibles à la BCB*	16
Faits marquants 2021	18
<i>Highlights 2021</i>	18
Chiffres-clés au 31/12/2021	19
<i>Key figures on 31/12/2021</i>	19
Engagements citoyens de la Banque*	20-21
Conseil d'Administration & Capital	22
<i>Board of Directors & Capital</i>	22
Le Mot du Président du Conseil d'Administration	24
<i>Comments from the Chairperson of the Board of Directors</i>	24
Rapport du Conseil d'Administration	26-30
<i>Report by the Board of Directors</i>	31-35
Rapport du Commissaire aux Comptes*	36-37
Bilan comparé des deux derniers exercices	42
<i>Balance sheet for the last two fiscal years</i>	42
Résultat comparé des deux derniers exercices	43
<i>Income statement for the last two fiscal years</i>	43
Résolutions	44
<i>Resolutions</i>	45
Annexes*	47-65

* French only



Actionnariat de BOA GROUP au 31/12/2021



BANK OF AFRICA BMCE GROUP	72,41 %
FMO	9,41 %
PROPARCO	3,73 %
BIO	2,03 %
AUTRES	12,42 %

Un partenaire bancaire de référence, BANK OF AFRICA BMCE GROUP

BANK OF AFRICA BMCE GROUP, actionnaire majoritaire de BOA GROUP, est le 3^e groupe bancaire au Maroc, détenu à hauteur de 35,51 % par le groupe industriel et financier marocain O Capital Group.

BANK OF AFRICA BMCE GROUP est un groupe bancaire multi métiers et multi enseignes - banque commerciale, services financiers spécialisés, banque d'affaires, etc, présent dans 32 pays et 4 continents.

Le Groupe BOA a contribué en 2021 pour 51 % au résultat net consolidé de BANK OF AFRICA BMCE GROUP et pour 35,9 % à son Résultat Net Part du Groupe.



≈ 700 Guichets
Automatiques
de Banque



≈ 600
Agences bancaires



Près de 40ans
de développement
continu



5 zones
économiques
UEMOA, CEDEAO,
EAC, COMESA, SADC

Chiffres clés du Groupe BANK OF AFRICA sur base consolidée

En millions d'euros	2020	2021	Variation
Total bilan	8 722	9 406	7,8 %
Créances sur clientèle	4 166	4 488	7,7 %
Dépôts de clientèle	6 246	7 006	12,2 %
Produit Net Bancaire	573,6	604,0	5,3 %
Résultat net part du groupe (RNPG)	65,7	105,3	60,2 %
Coefficient d'exploitation (Frais Généraux y compris les dotations aux amortissements / PNB)	57,9 %	54,7 %	
Coût du risque	2,8 %	1,9 %	
ROE (RNPG / Fonds propres part du groupe moyen)	11,1 %	16,6 %	
ROA (RNPG / Actif moyen)	0,8 %	1,2 %	
Solvabilité (estimations)			
Risk Weighted Asset (*)	5 175	5 649	
Tier 1 + Tier 2 (**)	530	628	
Ratio de solvabilité	10,2 %	11,1 %	

(*) Risk Weighted Asset ou Actifs risqués pondérés consolidés estimés : somme des RWA des banques pondérées par leur contribution à l'actif consolidé

(**) Tier 1 estimé : Capital + Primes liées au capital + Réserves part du groupe + Report à nouveau + RNPG

Tier 2 estimé : Emprunts subordonnés + Provisions

Répartition de l'actif agrégé par pays

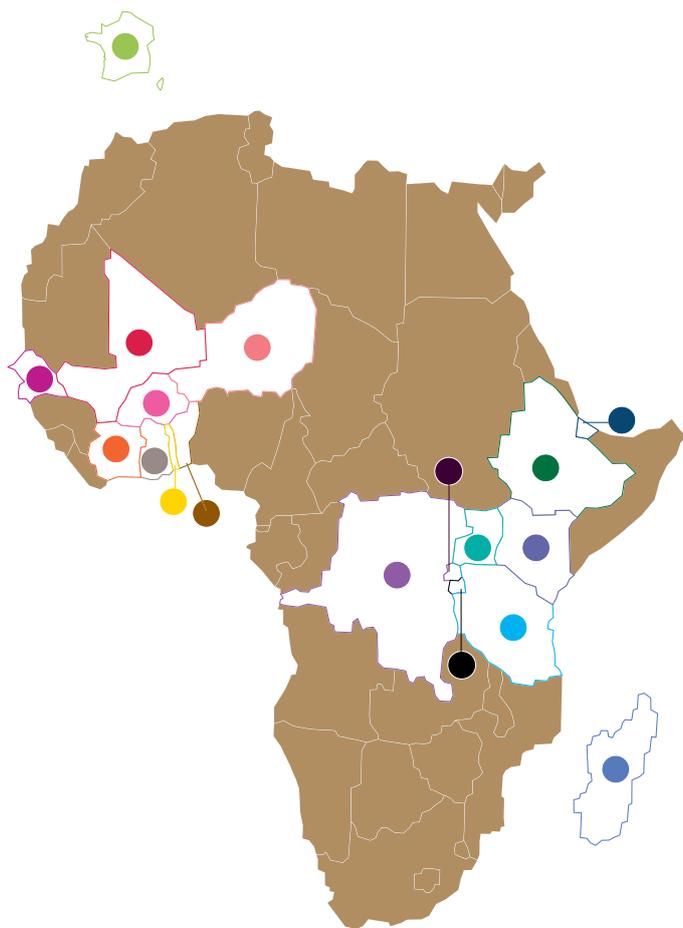


Près de 40 ans de croissance et d'expansion

Réseau Bancaire*

1983	MALI 17 Agences, 1 Centre d'Affaires, 1 Espace Business et 2 Bureaux de proximité à Bamako 14 Agences régionales et 7 Bureaux de proximité.	
1990		BÉNIN 24 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 Guichet portuaire à Cotonou. 25 Agences régionales.
1994	NIGER Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994. 19 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 Bureau à Niamey. 11 Agences régionales.	
1996		CÔTE D'IVOIRE Créée en 1980 : BANAFRIQUE. Intégrée au Réseau BOA en 1996. 30 Agences et 2 Centres d'Affaires à Abidjan. 9 Agences régionales et 2 Bureaux de proximité.
1998	BURKINA FASO 24 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou. 23 Agences régionales et 1 Centre d'affaires à Bobo Dioulasso.	
1999	MADAGASCAR Créée en 1976 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.	Intégrée au Réseau BOA en 1999. 40 Agences et 3 Centre d'Affaires à Antananarivo. 52 Agences régionales et 1 Centre d'Affaires à Toamasina.
2001	SÉNÉGAL 28 Agences, 2 Centres d'Affaires à Dakar. 23 Agences régionales.	
2004		KENYA Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE – INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004. 13 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi. 11 Agences régionales et 1 Centre d'Affaires à Mombasa.
2006	OUGANDA Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006. 17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Kampala. 17 Agences régionales.	
2007	TANZANIE Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007. 9 Agences et 1 Centre d'Affaires à Dar es Salaam. 10 Agences régionales.	
2008		BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi. 25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA S.M. (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008. 10 Agences, 1 Centre d'Affaires et 7 Guichets à Bujumbura. 13 Agences en province.
2010	RDC 8 Agences à Kinshasa. 7 Agences régionales.	
2010	DJIBOUTI Créée en 1908 : BANQUE DE L'INDOCHINE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010. 9 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 Bureau de représentation à Addis-Abeba (Ethiopie)	
2010		FRANCE 1 Agence entreprise et 1 i-agence à Paris

2011	GHANA Créée en 1999 : AMALBANK. Intégrée au Réseau BOA en 2011. 17 Agences et 1 Centre d’Affaires à Accra. 8 Agences régionales.
2013	TOGO 10 Agences et 1 Centre d’Affaires à Lomé. 4 Agences en province
2014	ÉTHIOPIE (**) 1 Bureau de représentation à Addis Abeba, rattaché à BOA à Djibouti.
2015	RWANDA Créée en 2003 : AGASEKE BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2015. 8 Agences et 1 Guichet à Kigali. 6 Agences régionales.



Filiales non bancaires**

2002 AGORA

(Société de participations)

Siège social à Abidjan.

2014 BOA SERVICES

(Société de services)

Siège social à Dakar.

2017 PASS (Pan African Solutions & Services)

(Solutions & Prestations de Services)

Siège social à l’île Maurice

2018 BOA SERVICES INTERNATIONAL

(Société de services)

Siège social à Casablanca

Au Bénin, Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Madagascar, Mali, Niger et Sénégal

1999 FONDATION BANK OF AFRICA

Présente dans de nombreux pays où le Groupe est implanté.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/12/2021 (**) Bureau de représentation

Produits & services disponibles dans le réseau francophone

Particuliers

Assurances

Assurance Auto « ZEN AUTO »
Assurance décès et invalidité
Assurance moyens de paiements
Assurance Perte Emploi
Assurance Scolarité « ZEN EDUC »
Assurance Retraite « ZEN Retraite »
Assurance Voyage « Zen Voyage »
Épargne à tirage « CmaChance »
Avenir Etude BOA Protection
Zen Emprunt
Zen Découvert
Zen Habitation
Retraite complémentaire
Indemnité fin de carrière
Homme clé
Passeport retraite
Responsabilité scolaire civile

Comptes

Compte Chèque
Compte Devises
Compte Eco Salaria
Compte Élite
Compte IDH

Épargne

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne
Compte Épargne Élite
Compte Épargne « Tahiry »
Compte Jeune Dépôt à Terme
FUTURIS pour les jeunes
Plan Épargne Ambition
Plan Épargne Éducation
Plan Épargne Logement

Banque à distance

BOAweb
MyBOA
MyBOA-Mali
B-Phone
B-SMS
BOA SMS
SWIFT-ON
Airtel Money “Bank 2
Wallet “ Orange Money
« Bank 2 Wallet »
Telma Money
“M’Vola”

Monétique

Carte SESAME Mauve
Carte SESAME Turquoise
Carte BOA Visa Elite
Carte BOA Visa Bleue
Carte BOA Visa Verte Prépayée
Carte Visa Gold
Carte Visa Platinum

Packages

Pack FIVELOMAKO
Pack FONXIONARIA
Pack MON BUSINESS
Pack SALARIA
Pack SALARIA+
Pack TAWFEKH
Pack Jeune Actif
Pack Etudiant
Pack Viva
Pack Salaria Prima
Pack Fonxionaria Prima
Pack Elite

Prêts

Avance Aïd Al Adha Avance
Ramadan
Avance sur DAT
Avance sur Salaire Avance
Tabaski
Crédit-Bail
Crédit Express
Découvert Autorisé
(Automatique)
Prêt Consommation
Prêt Équipement
Prêt Événements
Prêt de fin d’année
« Tous en Fête »
Prêt Habitation
Prêt Haraka
Prêt Immobilier
Prêt Moto « Prêt Ma Moto »
Prêt Fonxionaria
Prêt Ramadan
Prêt Personnel
Prêt Rechargeable
Prêt Scolarité
« Tous à l’École »
Prêt Tabaski
Prêt Véhicule (Leasing)
« Ikamobili »
Prêt Véhicule
« Prêt Ma Voiture »
Prêt Vitamine
Prêt Voyage
Prêt Oxygène
Prêt Ma Maison
Prêt Market Place

Transferts & Change

BOA Express
Free Money
RIA
Small World
Mobicash
MoneyGram
MTN Mobile Money
Orange Money
Western Union
Achat & vente de devises

Entreprises

Large choix de produits
et services à destination des
grandes entreprises, des PME/
PMI, des institutions, des
associations, et des professions
libérales notamment :

Packs

Pack YIRIWA
Pack PME
Pack Ainga PME

Assurances

Assurance décès et invalidité
Assurance retraite complémentaire
Assurance indemnité fin de
carrière
Assurance « Homme clé »
Assurance « Stock » Assurance
moyens de paiements

Banque en ligne

BOAweb
SWIFT-ON

Financement

Avance à terme fixe
Avance sur DAT
Avance sur factures
Avances sur droits constatés
Avances sur marchandises
Avances sur titres
BOA LEASING
Crédit de Campagne
Crédit Collectifs
Crédits commerciaux
Crédit de Fonctionnement
Crédit d’investissement
Crédits de production
Crédit-Bail
Crédits relais
Crédit Spot
Crédit à moyen terme
Crédit à long terme
Découverts
Escompte de papier commercial
Facilités de caisse et découvert
Prêt Équipement
Financement des officines
(uniquement pour les pharmacies)
Financement des stocks

Cash management

Collecte de fonds
Collecte de valeur
Prélèvement de masse
Virement de masse
Facto

Opération à l’international

Avals d’effets en devises
Chèques ou effets en devises
Crédit documentaire
Effets en devises
Escomptes documentaires
Lettre de crédit
Lettres de garantie
Virements & transferts en devises
Refinancement en devises Achats et
vente de devises Garanties à
l’international Opérations
d’importation Opérations
d’exportation Remise documentaire
Export Remise documentaire Import

Placements

Dépôt à terme
Bon de caisse
Bons et obligations du trésor par
adjudication
Placement interbancaires
Courtage (Brokerage)
auprès des confrères
Compte Courant
Compte Devises
FCP Emergence
Avance sur DAT
Achat d’actions et/ou obligations

Monétique

Carte BOA Visa Bleue
Carte BOA Visa Verte Prépayée
Carte BOA Visa Elite
Carte Visa Gold
Carte Visa Platinum

Cautions & Avals

- o Diverses cautions sur marché :
cautions provisoires, cautions
définitives, cautions d’avance
de démarrage, cautions de
bonne fin, caution de retenue de
garantie, etc.
- o Cautions fiscales
- o Avals sur effets
- o Caution douanière :
Obligations cautionnées,
crédit d’enlèvement,
admission temporaire

Produits & services disponibles dans le réseau anglophone

Retail

Current Account

Current and Transactional Accounts
 Elite Current Account Embassy
 Staff Current Account Executive
 Current Account Goodwill Account
 Personal Current Account
 Mwanariadha Account
 Pay as you Go – Business
 Pay as you Go – Individual
 Payroll Account
 Remunerated Current Account
 Single Fee Business Current Account
 Single Fee Salary Account
 Student Account
 Wakili Current Account
 Trust account
 NGO/Embassy Accounts

Savings and Investment Products

Ambition/Ambitious Savings Plan
 UMUHIGO Saving Account
 UMURAGE Saving Account
 TUNGA Saving Account
 Association Account ‘VSLA’
 Business Savings Account Bunge Account
 Call Deposits Account
 Chama Saving Account Children
 Savings Account Classic Savings
 Account Personal Savings Account
 Ero Savings Account
 Faidika Savings Account Executive
 Savings Account Fixed Deposit
 Account
 Forexave Account
 Gold Plus Account
 Investment Club Account Premium
 Plus Account
 Reward Savings Account Student
 Savings Account Treasury Bills
 Vuna Plus Account

Packs

Employee Pack My
 Business Pack
 Public Service Pack
 Elite Pack
 Salary Pack

Cards & Electronic Banking

SESAME Purple Card (Savings card)
 SESAME Turquoise Card
 BOA Visa Blue Card
 BOA Visa Elite Card
 BOA Visa Green Prepaid Card E-Statement
 E-tax Payments
 Electronic Utility Bill Payments
 E-social security payments Salary
 Payment Processing System

Mobile Financial Services

B-Mobile, BANK OF AFRICA
 Mobile Wallet, Mobile Banking
 BOAweb, Internet Banking
 BOA Pay
 BCollect Fee Payment
 E-Chama
 Mobile Cash Collection
 Mail Alert
 Mobile Savings and Mobile Loans
 SMS Alert
 Swahiba Mobile App

Money Transfer

Airtel Money
 Eazy Pesa
 Halo Pesa
 M-Pesa MoneyGram
 MTN Mobile Money
 Tigo Pesa
 Western Union World
 Remit ZeePay Money

Consumer Loans

Home/Mortgage Finance
 Instant Cash
 Insurance Premium Finance
 Car Loan
 IGA Loan
 Personal Loans
 Project financing
 Salary Advance
 Scheme Loan
 School Fees Loan Temporal
 overdrafts Residential
 Mortgage Loan Asset Based
 Finance

Company Services

The network also offers a wide range of products and services to: Corporates, SMEs, Organizations, Institutions and Professionals; some of which include:

Accounts

Business/Corporate Current Account
 Embassy NGO Current Account
 Negotiated Call Account
 SME Current Account
 School fees collection account
 Wakili Current Account Corporate
 Savings Accounts

Business Loans and Overdrafts

Agribusiness Loan
 Asset Finance
 Commercial Mortgage Loan
 Biashara Loan
 Bills for Collection
 Bridging Overdraft
 Business Loan
 Discounting Facility
 Bank Syndication Facility
 Commodity/Stock Finance
 Commercial & Term Loans
 Contract Financing
 Credit Line
 Guarantees (Bid Tender, Performance, Advance-Payment, Payment and Retention) Insurance
 Premium Finance Interim
 Certificate Discounting Invoice
 Discounting
 Lease Financing
 Letters of credit
 LPO Financing
 Overdrafts
 Project Financing
 Contract Financing
 SME Financing & Support
 Facilities
 Bids Bonds, Guarantees)
 Tax Loan
 Term Loans
 Working Capital Loan

Trade Finance

Bonds & Guarantees
 Discounting Facilities (Invoice, Certificate)
 FX/Trade Import & Export Financing
 Bank Syndication Facility
 Import & Export Documentary
 Collections
 Import & Export Letters of Credit
 Trade Import Loan
 Trade Export Loan

Custodial, Forex & Treasury Services

Cash and Spot Transactions
 Custodial Services Currency
 swaps
 Currency Forwards Foreign
 Exchange Forwards
 FX Options
 Spots
 Safe custody

Other Products & Services

Bancassurance
 Cash management (payment
 solution, collection solution
 services, salary processing
 solution, tax and other
 statutory payments)
 Transactional Banking Services



Rapport d'activité

2021

Activity Report



Les taux d'accroissement de certains indicateurs de performance

Growth rates of some performances indicators



+ 7,5%

Dépôts de la clientèle
Customer deposits



+ 4,5%

Prêts à la clientèle
Customer loans



+ 9,3%

Total du bilan
Total balance sheet



+ 22,0%

Fonds Propres
Equity



+ 22,5%

Produit net bancaire
Net operating income



+ 35,8%

Résultat net
Net income

Le mot de la Direction Générale

Tharcisse RUTUMO

Administrateur Directeur
Général et Président
du Comité de Direction

*Managing Director
and Chairperson
of Executive Committee*



L'exercice 2021 a marqué l'aboutissement du Plan Stratégique 2019-2021 ayant pour objectif principal « l'amélioration de la rentabilité de la Banque » avec un niveau de rentabilité des fonds propres supérieur à 20%. Un ROE de 27,04% a été atteint pour le présent exercice.

Au terme de l'exercice sous revue, les taux d'accroissement ci-après s'affichent pour les principaux indicateurs de performance :

- ▶ dépôts de la clientèle : 7,5%
- ▶ prêts à la clientèle : 4,5%
- ▶ total du bilan : 9,3%
- ▶ fonds propres : 22,0%
- ▶ produit net bancaire : 22,5%
- ▶ résultat net : 35,8%

Sur le plan commercial, dans son souci de diversification de son offre, la Banque a mis à la disposition de sa clientèle de nouveaux produits notamment :

- ▶ nouveaux types de comptes : Compte Chèque Etudiant, Compte Epargne Jeune, Compte Epargne Mineur;
- ▶ BCB Muhira : avec ce produit, les clients peuvent effectuer des opérations de retrait et de transfert d'argent via le téléphone mobile.
- ▶ nouvelles cartes bancaires : 2 types de cartes SESAME et 5 types de cartes VISA.
- ▶ interopérabilité des GAB de la BCB : les clients des banques concurrentes pourront désormais utiliser les Guichets Automatiques de Banque (GAB) de la BCB, tout comme les clients de cette dernière pourront utiliser les GAB de la concurrence.

Sur le plan social, l'exercice 2021 a été jalonné par les faits ci-dessous :

- la signature d'une convention entre la BCB et la Mutuelle de la Fonction Publique en vue de permettre aux retraités de la Banque de bénéficier des soins de santé d'une qualité décente.
- les rencontres avec les membres du personnel pour des échanges visant à leur inculquer la culture d'entreprise « orientée solution » ;
- la définition d'une nouvelle identité pour la Banque dans le cadre de la célébration de son centenaire: « BCB, compagnon sûr pour progresser » ou « BCB, umugenzi kirumara », l'objectif étant de faire peau neuve sur la manière dont la Banque veut être perçue par ses différents partenaires (personnel, clients, ...) : une banque qui accompagne et rassure ses partenaires et vice versa.

Les perspectives de l'exercice 2022, peuvent se résumer comme suit :

- la mise en œuvre d'un nouveau Plan Stratégique sur la période de 2022-2024 ;
- priorité accordée à l'amélioration du niveau de la rentabilité, le renforcement de la qualité de service, la conception et la diversification des produits offerts à la clientèle... tout en célébrant le Centenaire de la Banque ;
- ouverture de nouveaux points de vente ou rénovation de certaines agences.

Enfin, la Direction Générale exprime sa vive reconnaissance à son aimable clientèle pour son inestimable confiance et sa loyauté, à son personnel pour son professionnalisme et son engagement pour une réalisation maximale des objectifs, à son Conseil d'Administration et à ses Actionnaires pour leur soutien sans faille.

Camille OGOUEDJI

Directeur Général Adjoint
et Vice-Président du Comité de Direction

Tharcisse RUTUMO

Administrateur Directeur Général
et Président du Comité de Direction

*Comments from the
General Management*

Camille OGOUEDJI

Directeur Général Adjoint
et Vice-Président
du Comité de Direction

*Deputy General Manager
and Vice Chairperson
of Executive Committee*



The financial year 2021 marked the culmination of the 2019-2021 Strategic Plan guided by the main goal «improvement of the Bank's profitability» at a level of return on equity above 20%. An ROE of 27.04% was achieved for the current financial year.

At the end of the financial year under review, the following growth rates were displayed for the main performance indicators:

- ▶ Customer deposits : 7.5%
- ▶ Customer loans: 4.5%
- ▶ Balance sheet total: 9.3%
- ▶ Equity: 22.0%
- ▶ Net Banking Income: 22.5%
- ▶ Net Income: 35.8%

On the commercial side, to diversify its offer, the Bank has made new products available to his customers, in particular:

- ▶ New types of accounts: Student Check Account, Youth Savings Account, Minor Savings Account.
- ▶ BCB Muhira: With this product, customers can carry out withdrawal and money transfer operations via their mobile phones.
- ▶ New bank cards: 2 types of SESAME cards and 5 types of VISA cards.
- ▶ interoperability of BCB's ATMs: customers of competing banks will now be able to use BCB's Automatic Teller Machines (ATMs), just as BCB's clients will be able to use competitor's ATMs.

The social side of the financial year 2021, have been marked by the facts below:

- the signing of an agreement between the BCB and the « Mutuelle de la Fonction Publique » to enable Bank retirees to benefit from decent quality health care.
- meetings with staff members have been held and were aimed at instilling in them the “solution-oriented” corporate culture.
- a new identity for the Bank within the framework of the celebration of his centenary has been defined: « BCB, compagnon sûr pour progresser » or « BCB, umugenzi kirumara », the goal being to revamp the way the Bank wants to be perceived by its various partners (staff, customers, etc.): a bank that supports and reassures its partners and vice versa.

The outlook for year 2022 can be summarized as follows:

- the implementation of a new Strategic Plan for the period 2022-2024.
- priority given to improving the level of profitability, strengthening the quality of services, designing, and diversifying the products offered to customers, etc. while celebrating the Bank's Centenary.
- opening of new sale points or renovation of some branches.

The General Management expresses his deep gratitude to his kind customers for their inestimable trust and loyalty, to his staff for his professionalism and commitment to maximal goal achievement, to his Board of Directors and his Shareholders for their continuous support.

Camille OGOUEDJI

Deputy General Manager
and Vice Chairperson of Executive Committee

Tharcisse RUTUMO

Managing Director
and Chairperson of Executive Committee

Produits disponibles à la BCB

Particuliers et professionnels

Comptes

Compte Chèque
Compte Chèque Etudiant
Compte Monnaie étrangère
Compte Courant

Épargne

Bons de Caisse
Carnet de dépôt
Compte Épargne Mineur
Compte Epargne Jeune
Dépôt à Terme

Banque à distance

BOAweb (Banque par Internet).
BCB MUHIRA
(Banque par téléphone mobile)

Monétique

Carte SÉSAME+
Carte SESAME MAUVE
Carte VISA CLASSIC PRÉPAYÉE VERTE
Carte VISA CLASSIC FORTUNE BLUE
Carte VISA CLASSIC ELITE
Carte VISA PREMIUM GOLD
Carte VISA PREMIUM PLATINUM

Prêts

Autorisation de Découvert (AUDEC)
Prêt Équipement
Prêt Collectif (PRECO)
Prêt Individuel Logement (PRELO)
Prêt Collectif Logement (PRECOLO)
Prêt Logement à terme (PRELOTE)
Prêt Scolarité « Tous à l'École »

Transferts & change

Transfert par SWIFT
Change Manuel
Western Union

Entreprises

Comptes

Compte Courant
Compte Monnaie étrangère

Placements

Dépôt à terme
Bon de caisse
Bons et obligations du trésor par Adjudication
Placements interbancaires
Compte Courant
Compte Devises
Avance sur DAT
Achat d'actions et/ou obligations

Banque par Internet

BOAweb

Financement

Avance
Découverts
Avance sur DAT
Avance sur factures
Avances sur titres
ATF avance à terme fixe
Crédit de Campagne
Crédit de Fonctionnement
Crédit d'investissement
Crédit à moyen terme
Crédit à long terme
Escompte de papier commercial
Facilités de Caisse et découvert
Prêt Equipement
Financement des stocks
Crédits de Production
Crédits commerciaux

Cash management

Collecte de fonds
Prélèvement de masse
Virement de masse

Opération à l'international

Crédit documentaire
Remise documentaire
Escomptes documentaires
Lettre de crédit
Lettres de garantie
Virement & Transfert en devises
Transfert à l'international
Refinancement en devises
Achats et vente de devises
Garanties à l'international
Opérations d'importation
Opérations d'exportation
Remise documentaire
Export
Remise documentaire
Import

Cautions & Avals

Cautions provisoires
Cautions d'avance de démarrage,
Cautions de bonne fin,
Cautions de retenue de garantie
Avals sur effets



Compte Épargne **MINEUR**

Un avenir assuré
pour vos enfants!



BCB membre du réseau  **BANK OF AFRICA**
SMCE GROUP



Compte Épargne **JEUNE**

Un avenir radieux
se construit petit à petit!



BCB membre du réseau  **BANK OF AFRICA**
SMCE GROUP



Compte Chèque **ETUDIANT**

Votre avenir est
notre priorité!



BCB membre du réseau  **BANK OF AFRICA**
SMCE GROUP



OFFRE SPÉCIALE ÉTUDIANT

Compte
Chèque Etudiant

Carte SESAME

Compte
Epargne Jeune

BOA Relevé

BOAweb



BCB membre du réseau  **BANK OF AFRICA**
SMCE GROUP

Faits marquants 2021

Février

Signature d'une convention entre la BCB et la Mutuelle de la Fonction Publique en vue de permettre aux retraités de la Banque de bénéficier de soins de santé gratuits et de qualité.

Mai

Démarrage de la campagne d'ouverture des « Comptes Etudiant » : 18.707 comptes ouverts.

Juin

Lancement de la campagne Tous à l'Ecole, Edition 2021.

Août

Démarrage des rencontres d'échange entre la Direction Générale et les membres du personnel des agences de la Banque.

Octobre

Lancement de BCB MUHIRA, une plateforme de Mobile Money (Bank to Wallet & Wallet to Bank), en partenariat avec EcoCash.

Novembre

Engagement définitif de 39 nouveaux employés après un stage de 12 mois.

Migration des GAB de la BCB vers SmartVista, en remplacement de Monédia.

Décembre

Mise en place du Département « Gestion des Risques », dépendant directement de la Direction Générale.

Connexion des GAB de la BCB sur Bi-Switch (switch monétique national) : début de leur interopérabilité.

Highlights 2021

February

Signing of an agreement between the BCB and the "Mutuelle de la Fonction Publique" to enable the Bank retirees to benefit from free and quality health care.

May

Launch of the students accounts opening campaign: 18,707 accounts opened.

June

Launch of the "Tous à l'Ecole" campaign, 2021 Edition.

August

Start of meetings between the General Management and the staff of the Bank's branches.

October

Launch of BCB MUHIRA, a Mobile Money platform (Bank to Wallet & Wallet to Bank), in partnership with EcoCash.

November

Final hiring of 39 new employees after a 12-month internship.

Migration of BCB ATMs to SmartVista, replacing Monedia.

December

Establishment of the Risk Management Department, reporting directly to the General Management.

Connection of BCB's ATMs to Bi-Switch (National Monetic switch): start of their interoperability.

Chiffres-clés au 31 décembre 2021

Key figures on 31/12/2021

Montants en millions BIF / Amounts in million BIF	2020	2021	Variation
Activité / Activity			
Dépôts clientèle */ <i>Customer Deposits *</i>	447 966 664	481 767 154	7,5%
Créances clientèle / <i>Customer loans *</i>	211 333 495	220 915 974	4,5%
Nombre d'agences en fin d'exercice / <i>Number of branches at the end of the fiscal year *</i>	23	24	4,3%
Structure			
Total bilan / <i>Total Assets *</i>	624 664 942	682 841 817	9,3%
Fonds propres (avant répartition) / <i>Shareholders' Equity (before distribution) *</i>	83 744 826	102 204 807	22,0%
Effectif en fin de période / <i>Average number of employees at the end of the fiscal year</i>	401	401	0,0%
Solvabilité / Solvency			
Tier 1 *	62 832 767	78 964 822	
Tier 2 *	3 905 359	3 907 540	
Risk Weighted Asset (RWA) *	305 036 384	283 360 148	
Tier 1 + Tier 2 / RWA (%)	21,9	29,2	
Compte de résultat / Income statement			
Produit Net Bancaire (PNB) <i>Net Operating Income *</i>	45 062 699	55 091 087	22,3%
Frais généraux d'exploitation (y compris amortissement) <i>Operating overheads * (including depreciation)</i>	24 396 580	28 217 782	15,7%
Résultat Brut d'Exploitation * / <i>Gross Operating Profit *</i>	20 666 119	26 873 305	30,0%
Coût du risque en montant (*) / <i>Risk cost in amount *</i>	262 637	374 189	42%
Résultat Net */ <i>Net Income *</i>	18 520 039	25 144 181	35,8%
Coefficient d'exploitation (%) / <i>Operating ratio</i>	55,0	51,0	
Coût du risque (%) / <i>Risk cost</i>	-0,2	0,2	
Rentabilité des actifs (ROA en %) / <i>Return on Assets</i>	3,4	3,8	
Rentabilité des fonds propres (ROE en %) <i>Return on Equity</i>	23,88	27,04	

(*) Y compris fonds pour risques bancaires généraux

(*) Including funds for general bankruptcy risk

Total bilan * / Total Assets *

682 841 817

(*) Montants en milliers BIF /
Amounts in thousand BIF

Engagements citoyens 2021

Au cours de l'exercice 2021, la Banque de Crédit de Bujumbura S.M (BCB) a poursuivi la mise en œuvre de sa responsabilité sociale dans les différents domaines (Culturel, sportif, socio-éducatif et économique) dans le but de renforcer son image citoyenne.

Social

La Banque a soutenu financièrement les événements, actions ou projets ci-dessous à hauteur de 40 millions BIF

Dans le domaine culturel

- Soutien aux activités du Festival International du Cinéma et de l'Audiovisuel du Burundi (FESTICAB), Edition 2021.
- Appui aux activités de Miss Burundi, Edition 2021.

Dans le domaine sportif

- Appui accordé à l'Equipe Les Crocos FC.

Dans le domaine socio-éducatif

- Soutien accordé aux malades indigents retenus dans différents hôpitaux du pays après leur guérison.

- Contribution aux activités de l'Association Solidarité MUBANGA.
- Soutien aux activités de célébration du Jubilé de SOS Burundi.
- Contribution aux activités de La Plateforme des intervenants en Psychosocial et en santé mentale, PPSM - Santé Mentale.
- Appui aux activités relatives à l'organisation de la caravane du Flambeau de la Paix, Edition 2021.



Personnel BCB avec les malades indigents retenus à l'Hopital Prince Régent Charles (Bujumbura), libérés par la BCB



Vue partielle des enfants du Centre Isange



Vue du véhicule remis en don par la BCB au Centre Isange pour Handicapés, à Bujumbura.

- Soutien aux activités de l'Association «GACOSMOS».
- Contribution aux activités de la Paroisse REGINA PACIS de MURAYI.
- Contribution aux activités de l'Association Lycée Rumonge.
- Sponsor Commissariat Général des Migrations.
- Soutien aux activités de la Fondation PAX Burundi.

Économique

Le rôle primordial de la BCB, en tant que banque commerciale, est le financement des activités aussi bien des particuliers que des entreprises pour leur développement mais également pour le développement de l'économie nationale.

Ainsi, en décembre 2021, en plus de sa participation à diverses manifestations à caractère économique et commercial, la BCB a participé à la Foire-Exposition organisée par l'Office Burundais des Recettes (OBR) à l'issue de laquelle la BCB a reçu un certificat d'honneur de la part de cette Institution. En effet, cette dernière a reconnu la BCB comme entreprise à participation publique qui a payé les dividendes revenant à l'Etat, le plus tôt et en totalité, pour le compte de l'exercice 2020.



ADG BCB recevant de l'OBR un certificat d'honneur en reconnaissance du paiement rapide et intégral des dividendes revenant à l'Etat



Directrice Commerciale BCB recevant du Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique un certificat de participation à la Foire organisée par l'OBR.

Composition du Conseil d'Administration + Actionnariat

Board of Directors + Capital

Conseil d'Administration / Board of Directors

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'Administration était composé comme suit :

As of 31 December 2021, the Board of Directors comprised the following members:

1. Rose KATARIHO, Présidente / Chairperson
2. Jean-Paul COUVREUR
3. Fatimatou Zahra DIOP
4. Henri LALOUX
5. Désiderate MISIGARO
6. Frédéric NIMUBONA
7. Emmanuel NDAYIZIGA
8. Eddy-Michel NTIRENGANYA
9. Alain SIAENS
10. Abderrazzak ZEBDANI
11. Tharcisse RUTUMO
12. Arnaud BIHANNIC
13. Gilles DOSOGNE

Capital

Au 31 décembre 2021, le capital social s'élève à 15.500.000.000 BIF

As of 31 December 2021, the share capital amounted to 15,500,000,000 BIF





Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors



Chiffres clés du Burundi en 2021 *Burundi key figures*

27.8

Superficie
(milliers de km²)
Area (thousand km²)

12.6

Population
(millions d'habitants)
*Population
(million inhabitants)*

3.2

PIB (milliards USD)
GDP (USD Billion)

1,6%

Croissance du PIB
GDP Growth

18

Nombre de provinces
Provinces

BIF

Monnaie
Currency

Café & thé
Coffee & Tea

Principaux produits
d'exportation
Main export products

13

Nombre de banques
commerciales
*Number of commercial
banks*

Mot du Président du Conseil d'Administration

Comments from the chairperson of the board of directors

Rose KATARIHO

Président
du Conseil
d'Administration
*Chairperson of the
Board of Directors*



En dépit de la persistance de la crise de la pandémie de la COVID-19, la situation économique du pays, au cours de l'exercice 2021, s'est améliorée par rapport à l'exercice 2020.

En effet, au cours de cet exercice, la Production Intérieure Brute (PIB) a connu une croissance annuelle de 1,6%, grâce, notamment, aux efforts déployés par les autorités financières du Pays.

Les prévisions montrent également une poursuite de cette croissance sur les deux années à venir (4% par an) si la tendance se maintient.

Certains facteurs militent effectivement en faveur de cette croissance : c'est, notamment, la levée des sanctions économiques sur le Burundi par l'Union Européenne ainsi que le financement des grands projets par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.

Au cours de l'exercice 2021, le secteur bancaire a vu naître une 13^e banque commerciale après le processus de transformation du Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain (FPHU) en banque commerciale: Banque del'Habitat du Burundi.

Malgré ce renforcement de la concurrence, la Banque reste déterminée à consolider sa position en vue de gagner davantage de parts de marché, ce qui lui permettra d'améliorer sa rentabilité.

Pour l'exercice 2022, la Banque entamera la mise en œuvre de son nouveau Plan Stratégique 2022-2024 et y mettra tous les moyens nécessaires pour booster les performances de la Banque sur tous les plans.

Enfin, nous profitons de cette occasion pour exprimer nos sentiments de gratitude à l'endroit de notre clientèle, nos Administrateurs, l'Equipe Dirigeante et tout le personnel, chacun pour son inestimable apport pour la pérennité de la Banque.

Rose KATARIHO

Président du Conseil d'Administration
Chairperson of the Board of Directors

Despite of the persistence of the crisis of the COVID-19 pandemic, the country's economic situation during financial year 2021 improved compared to the financial year 2020.

Indeed, during this financial year, the Gross Domestic Production (GDP) experienced an annual growth of 1.6%, thanks namely to the efforts made by the country's financial authorities.

The forecasts also show a constancy of this growth over the next two years (4% per year) if the trend is maintained.

Some factors are actually favourable to this growth: it is, in particular, the lifting of economic sanctions on Burundi by the European Union as well as the financing of major projects by the World Bank and the African Development Bank.

During the financial year 2021, the banking sector has been reinforced by a 13th commercial bank after the process of transforming the "Fond de Promotion de l'Habitat Urbain" (FPHU) into a commercial bank : "Banque de l'Habitat du Burundi" (BHB).

Although this increasing competition, the Bank remains determined to strengthen its position in order to gain more market shares, which will enable it to improve its profitability.

For the financial year 2022, the Bank will start the implementation of its new 2022-2024 Strategic Plan and will do its best to boost the Bank's performance on all sides.

We take this opportunity to express our feelings of gratitude to our customers, our Directors, the Management Team and all the staff, their invaluable contribution to the sustainability of the Bank.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES - EXERCICE 2021

I. Le cadre politique, économique et financier de l'exercice 2021

Au cours de l'exercice sous revue, la situation politique, économique et financière du Burundi s'est améliorée malgré les effets de la crise causée par la pandémie de Covid-19.

En effet, le PIB du Burundi en 2021 affiche une croissance annuelle de 1,6%. Plus concrètement, le produit intérieur brut du Burundi en 2021 est estimé, par le FMI, à 3,19 milliards de dollars américains contre 3,14 milliards de dollars américains en 2020. Le pays table sur une croissance annuelle d'environ 4% de son PIB en 2022. Si cette tendance économique se confirme, alors le produit intérieur brut burundais devrait passer de 3,19 milliards à 3,40 milliards de dollars américains en 2022. Selon les prévisions du FMI, la croissance annuelle du produit intérieur brut burundais devrait se maintenir autour de 4% pour l'année 2023, ce qui devrait faire passer le PIB du Burundi à 3,64 milliards de dollars américains dans deux ans.¹

Cette amélioration de la situation du Burundi et l'espoir d'un meilleur avenir dans un court terme, reposent sur des éléments concrets notamment :

1. Accord de décaissement d'un montant de 53,9 millions de DTS (35 % de la quote-part, soit environ 76,2 millions de dollars américains) par le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR), en vue de soutenir la mise en œuvre du plan de riposte contre la COVID-19 du Burundi et de contribuer à répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements et du budget dus à la pandémie de COVID-19.²
2. Signature d'un contrat pour la construction de la ligne de transport d'énergie Kamanyola-Bujumbura et du poste de Bujumbura, financée par la Banque Africaine de Développement et l'Union européenne : les travaux qui dureront dix-huit mois, permettront notamment de construire une ligne de transport d'énergie de 220 kilovolts (kV) de 80 kilomètres reliant Kamanyola et Bujumbura et un poste de 220/110/30 kV dans la capitale économique du Burundi.³
3. Action de PNUD Burundi, pour la période 2019-2023, autour des trois priorités suivantes, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement du Burundi (PND Burundi 2018-2027) :⁴
 - développement des moyens de subsistance ruraux non-agricoles pour la croissance économique locale ;
 - accès des populations à des services administratifs, sanitaires et judiciaires de qualité ;
 - amélioration de la résilience au changement climatique et aux catastrophes.
4. Signature d'un accord de financement additionnel au projet KIRA pour un montant de 54,6 millions de dollars américains en faveur du projet d'appui au système de santé KIRA, avec la Banque Mondiale.⁵
5. Mise en place, par le Gouvernement Burundais et la Banque Mondiale, d'un projet intitulé Projet d'Amélioration des Compétences et d'Employabilité des Femmes et des Jeunes (PACEJ) pour un montant de 80 millions de dollars américains, en appui à la mise en œuvre de la politique nationale de la formation et de l'emploi des jeunes.⁶

1 <https://ouestin.com/pib/2021/12/01/le-pib-du-burundi-en-2021-selon-le-fmi/>

2 <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/10/25/pr21309-imf-executive-board-approves-76-million-disbursement-to-burundi-to-address-pandemic>

3 <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/burundi-signature-de-contrat-pour-la-construction-de-la-ligne-de-transport-denergie-kamanyola-bujumbura-et-du-poste-de-bujumbura-financee-par-la-banque-africaine-de-developpement-et-lunion-europeenne-47646>

4 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/03/29/mise-en-oeuvre-du-pnd-2018-2027-le-pnud-burundi-a-presente-ses-priorites-programmatiques-pour-lannee-2021/>

5 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/05/03/signature-dun-accord-de-financement-additionnel-au-projet-kira/>

6 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/08/16/signature-de-laccord-de-don-entre-la-banque-mondiale-et-le-gouvernement-du-burundi-pour-le-financement-dun-projet-damelioration-des-competences-et-de-lemployabilite>

6. Convention de financement du projet de soutien à l'Entreprenariat du secteur agricole « SESA » dont le montant s'élève à 17,7 millions d'Euro.⁷
7. Accord, par le FMI, de trois enveloppes :⁸
 - 76,2 millions de Dollars américains sous forme de Facilité de Crédit Rapide, dans le cadre de l'appui aux initiatives prises par le Gouvernement du Burundi en matière de sa relance de l'économie nationale et de stabilisation macroéconomique ;
 - 14,46 millions de Dollars américains accordés dans le cadre de l'allègement de la dette, en vue de contribuer au dégagement d'un espace budgétaire permettant aux autorités de limiter les impacts économiques et sociaux de la pandémie de Covid-19 ;
 - près de 211,5 millions de Dollars américains issue de l'allocation des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) approuvée par le Conseil d'Administration du FMI en faveur du Burundi en août 2021.
8. Tenue d'un Forum National sur le Développement du Burundi, avec comme objectif « la mobilisation de l'ensemble des compétences des Burundais, là où elles se trouvent, pour une contribution aux différentes réflexions et aux différentes actions visant à faire du Burundi, un Pays émergent d'ici 2040 ».⁹
9. La levée des sanctions économiques sur le Burundi par l'Union Européenne à la suite des négociations menées tout au long de l'année 2021¹⁰. Cette décision va certainement impacter la croissance de 2022.

Concernant le budget général de la République du Burundi voté pour l'exercice 2021/2022, il montre que les ressources s'élèvent à 1.562,1 milliards BIF contre 1 422,8 milliards BIF de l'exercice précédent (accroissement de 9,8%) et que les dépenses sont de l'ordre de 1 713,9 milliards BIF contre 1 576,0 milliards BIF de l'exercice précédent (accroissement de 8,8%). Le déficit budgétaire est financé, à 91,1%, par l'endettement intérieur.¹¹

Quant à la moyenne annuelle du taux d'inflation, elle est passée de 7,5% en 2020 à 8,3% en 2021 soit une variation de 0,8 point¹². Alors que le franc burundais s'est déprécié de 3,1% par rapport au dollar américain, il s'est apprécié de 5,1% par rapport à la monnaie européenne (euro).¹³

Sur le plan législatif, des lois favorables à la reprise économique ont été votées et promulguées tel que le montre la liste annexée au présent rapport.¹⁴

Enfin, il est important de noter ce qui suit dans le cadre de l'environnement concurrentiel :

- Transformation du Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain (FPHU) en banque commerciale, devenant ainsi la Banque de l'Habitat du Burundi (BHB), la 13^e banque commerciale du Burundi.¹⁵
- Démarrage imminent des activités de la Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes (BIDF) dont le lancement officiel des activités de l'Assemblée Générale Constitutive des Actionnaires a été réalisé en février 2021.¹⁶

7 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/10/16/signature-dune-convention-de-financement-entre-le-burundi-et-lunion-europeenne/>

8 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/11/08/point-de-presse-sur-la-cooperation-entre-le-burundi-et-le-fmi/>

9 <https://www.afrik.com/burundi-retour-sur-le-forum-national-sur-le-developpement-inclusif-et-durable>

10 <https://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=6/0/105>

11 <http://finances.gov.bi/wp-content/uploads/2021/07/Loi-portant-fixation-du-Budget-General-de-la-Republique-du-Burundi-Exercice-2021-2022-compressed-1.pdf>

12 <https://www.isteebu.bi/wp-content/uploads/2022/01/IPC-Dec2021.pdf>, Janvier 2022, p.2

13 Cours de change de la BCB, exercice 2021.

14 <https://assemblee.bi/spip.php?article2264>

15 COMMUNIQUE DE PRESSE N°30 DE LA REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 08 DECEMBRE 2021, <https://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2021/12/Communique-Conseil-08-decembre-2021.pdf>, p.8

16 <https://rtnb.bi/fr/art.php?idapi=5/0/116>

II. Actionnariat de la Banque

Au niveau de l'actionnariat de la Banque, l'exercice 2021 a été caractérisé par la désignation de la société FAJAC comme actionnaire de référence de la BCB, rejoignant ainsi le groupe des actionnaires de référence composé de BOA Group, SOCABU, BIO, Etat du BURUNDI et OTB.

III. Gouvernance de la Banque

Sur le plan de la gouvernance de la Banque, l'exercice 2021 a été marqué par les faits ci-après :

1. L'élection de :
 - Messieurs Alain SIAENS et Jean-Paul COUVREUR, comme Administrateurs représentant l'Actionnaire FAJAC ;
 - Monsieur Arnaud BIHANNIC comme Administrateur représentant l'Actionnaire BOA Group ;
 - Monsieur Gilles DOSOGNE comme Administrateur représentant l'Actionnaire BIO, en remplacement de Madame Carole MAMAN.
2. Le renouvellement des mandats d'Administrateurs :
 - Madame Desiderate MISIGARO et Monsieur Eddy Michel NTIRENGANYA représentant l'Actionnaire SOCABU ;
 - Madame Rose KATARIHO, représentant l'Actionnaire Etat du Burundi.
3. Démission des Administrateurs Alain SIAENS et Jean-Paul COUVREUR représentant l'Actionnaire FAJAC, avec effet au 31 décembre 2021.

IV. Activités commerciales

Au niveau commercial, l'exercice 2021 a été marqué essentiellement par les éléments décrits dans les lignes ci-après :

1. Campagne d'ouverture de Comptes Etudiants : 18.707 comptes ouverts. Cette campagne a été suivie par celle visant à équiper ces étudiants de cartes SESAME.



Ouverture en masse de comptes Étudiants à l'Université du Burundi

2. Mise en production du système automatisé de traitement des chèques en compensation : désormais, le temps de paiement par chèque en compensation physique qui prenait de 3 à 5 jours, se limite au même jour de présentation du chèque dans le circuit bancaire. Notons que le paiement par virement est réglé en temps réel dès qu'il est introduit dans le système de paiement.
3. Lancement du produit BCB MUHIRA, une plateforme de Mobile Money (Bank to Wallet & Wallet to Bank), en partenariat avec EcoCash : avec ce produit destiné au segment des particuliers (retail), les clients peuvent désormais effectuer des opérations de retrait et de transfert d'argent via le téléphone mobile.



Photo de famille des Directeurs de la BCB et de l'équipe de Direction de Cassava Fintech lors du lancement officiel de la BCB Muhira



Vue partielle des clients souscrivant à BCB Muhira le jour de son lancement officiel

4. Migration des GAB de la BCB vers la plateforme SmartVista, en remplacement de Monédia : cette migration était une condition sine qua non pour être connecté au réseau Bi-Switch en vue de rendre la Banque interopérable. Grâce à cette migration, de nouvelles cartes bancaires ont été mises à la disposition de la clientèle : 2 types de cartes SESAME et 5 types de cartes VISA.
5. Connexion des GAB de la BCB sur Bi-Switch (switch monétique national) : début de leur interopérabilité. C'est une opportunité qui est désormais offerte à la clientèle des banques concurrentes de pouvoir utiliser les Guichets Automatiques de Banque (GAB) de la BCB, tout comme les clients de cette dernière pourront utiliser les GAB de la concurrence.
6. Mise en place du Département « Gestion des Risques », dépendant directement de la Direction Générale: la Banque dispose désormais d'une entité qui l'aidera à gérer les risques inhérents à son activité et ainsi initier des stratégies permettant d'y faire face efficacement.
7. Engagement définitif de 39 nouveaux employés après une formation théorique et pratique très consistante de 12 mois.
8. Poursuite de la politique de motivation des équipes commerciales et de renforcement de l'esprit d'émulation en primant les meilleures agences sur le plan de la réalisation des objectifs lors des campagnes commerciales.
9. Organisation des rencontres d'échange entre la Direction Générale et les membres du personnel des agences de la Banque, avec comme objectif de faire prendre conscience à tout un chacun du fait qu'il doit être orienté solution (culture d'entreprise « orientée solution ») en vue de contribuer à l'accomplissement efficace et efficient des objectifs de la Banque.

V. Bilan et résultat de l'exercice 2021

V.1. Bilan

Alors que le total du bilan de la Banque était de 624,7 milliards BIF à la clôture de l'exercice 2020, il s'établit à 682,8 milliards BIF au terme de l'exercice 2021, soit une progression de 9,3% par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique essentiellement par l'accroissement de 35,5 milliards BIF pour les dépôts de la clientèle.

Les prêts nets à la clientèle s'établissent à 220,9 milliards BIF à la clôture de l'exercice 2021 contre 211,3 milliards BIF à la fin de l'exercice 2020, soit un accroissement de 4,5%.

Les dépôts de la clientèle, quant à eux, affichent une progression de 7,5% d'une année à l'autre, passant ainsi de 448,0 milliards BIF à fin 2020 à 482,0 milliards BIF au terme de l'exercice 2021. Les dépôts en devises étrangères représentent 10,9% du total des dépôts contre 15,4% à la fin de l'année précédente.

V.2. Compte de résultat

A la fin de l'exercice 2021, le Produit Net Bancaire s'établit à 55,3 milliards BIF alors qu'il était à 45,1 milliards BIF à fin 2020, soit un accroissement de 22,3 %. Cette performance a été réalisée essentiellement grâce à la marge bancaire nette et aux commissions nettes ayant progressé respectivement de 10,6% et de 59,3% par rapport à fin 2020.

Concernant les charges générales d'exploitation, elles s'élèvent à 28,2 milliards BIF alors qu'elles s'établissaient à 24,4 milliards BIF à la fin de l'exercice précédent, soit une progression de 15,7 %. Quant au coefficient d'exploitation, il s'établit à 51,0% à fin 2021 contre 55,0% à la fin de l'exercice précédent.

Enfin, le résultat net s'élève à 25.144.181.293 BIF contre 18.520.038.721 BIF au cours de l'exercice précédent soit un accroissement de 35,8%. En y ajoutant le report à nouveau de l'exercice antérieur de 5.980.457 BIF, le résultat à distribuer s'établit à 25.150.161.750 BIF.

VI. Bilan social

Sur le plan du bilan social, les faits ci-après méritent d'être soulignés :

- ▶ Signature d'une convention entre la BCB et la Mutuelle de la Fonction Publique en vue de permettre aux retraités de la Banque de bénéficier des soins de santé gratuits et de qualité. A cet effet, il a été créé un Fonds financé entièrement par le Fonds de Pension du Personnel de la Banque.
- ▶ Poursuite de la politique de formation et de renforcement des capacités des ressources humaines dans des domaines variés, dans le but de répondre aux besoins de la Banque et aux exigences de l'environnement de travail de plus en plus concurrentiel et exigeant.
- ▶ Recrutement et formation de la 3^e promotion d'apprentis diplômés universitaires sans « expérience professionnelle désirant apprendre le métier de la Banque » : 39 apprentis ont été engagés comme employés de la Banque avec un contrat à durée indéterminée.
- ▶ Organisation de diverses formations à l'attention du personnel en vue de l'adapter à l'environnement de travail en perpétuelle mutation.
- ▶ Poursuite des travaux habituels des organes sociaux de la Banque (Conseil d'Entreprise et autres comités internes à la Banque).
- ▶ Rencontres avec les membres du personnel pour des échanges visant à leur inculquer la culture d'entreprise « orientée solution » qui leur permet de faire face efficacement aux défis qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur fonction.
- ▶ Poursuite de la politique de motivation et d'épanouissement du personnel notamment à travers l'organisation des séminaires dans un cadre convivial.

- ▶ Définition d'une nouvelle identité pour la BCB dans le cadre de la célébration de son centenaire : « BCB, compagnon sûr pour progresser » ou « BCB, umugenzi kirumara ». L'objectif est de faire peau neuve sur la manière dont la Banque veut être perçue par ses différents partenaires (personnel, clients, ...) : une banque qui accompagne et rassure ses partenaires et vice versa.

VII. Perspectives 2022

Au cours de l'exercice 2022, la Banque s'attèlera à la mise en œuvre d'un nouveau Plan Triennal de Développement défini sur la période 2022-2024 (PTD 2022-2024).

En outre, pendant que la Banque célèbre son centenaire, elle gardera, dans ses priorités, l'amélioration de la qualité de service, le renforcement de la rentabilité, la diversification des produits offerts à la clientèle notamment la banque digitale (GAB, internet banking, mobile money, ...), les produits d'épargne et les transferts rapides.

Enfin, elle poursuivra également sa politique de proximité (ouverture de nouveaux points de vente, à Bujumbura et à l'intérieur du pays) et d'amélioration des conditions d'accueil de la clientèle, les travaux de réaménagement de certaines agences notamment celles de Nyanza-lac et Karusi ainsi que le déménagement de l'Agence de l'Amitié.



Vue partielle du personnel de l'Agence Kirundo lors d'une visite de la Délégation de la Direction Générale

Référence :
**Lois votées et promulguées qui sont favorables
à la reprise économique du Burundi**

1. Loi n°1/10 du 31 mai 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi de l'Accord commercial entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République de la Guinée Equatoriale ;
2. Loi n°1/11 du 31 mai 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi de l'Accord de coopération dans le secteur du transport maritime et portuaire entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale ;
3. Loi n°1/12 du 31 mai 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi de l'Accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale ;
4. Loi n°1/13 du 31 mai 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi de l'accord d'exemption de visa réciproque pour les titulaires de passeports Diplomatiques et de services entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale ;
5. Loi n°1/15 du 17 juin 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi de l'accord de prêt n°13606P entre l'Etat du Burundi et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) relatif au Projet d'Intensification de la Production Agricole et de Réduction de la Vulnérabilité au Burundi (PIPARV-B), signé à Vienne le 01 février 2021 ;
6. Loi n°1/16 du 17 juin 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi de l'accord de financement du Projet d'Appui au Développement Durable des Chaînes de Valeur de l'Agriculture et de l'Elevage au Burundi (PADCAE-B) entre l'Etat du Burundi et la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
7. Loi n°1/17 du 17 juin 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi de l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ;
8. Loi n°1/18 du 17 juin 2021 portant ratification par l'Etat du Burundi des accords de Dons n° D7900-BI et TF0B5105-BI entre l'Etat du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) relatif au deuxième financement additionnel du projet d'appui au système de santé du Burundi «KIRA», signé à Bujumbura le 03 mai 2021 ;
9. Loi n°1/19 du 17 juin 2021 portant modification de la loi n°1/24 du 10 septembre 2008 portant code des investissements du Burundi ;
10. Loi n°1/21 du 20 août 2021 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de don N°TF0B5320 pour le financement additionnel au projet de restauration et de résilience du paysage au Burundi entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement, signé à Bujumbura le 24 mai 2021 ;
11. Loi n°1/23 du 05 novembre 2021 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de don N°D8580 entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) relatif au financement de projet d'appui à l'amélioration des compétences et de l'employabilité des femmes et des jeunes (PACEJ) au Burundi, signé à Bujumbura le 16 août 2021.



View of the participants at the Meeting of the Board of Directors on 18 March 2022

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS TO THE GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS – FINANCIAL YEAR 2021

I. The political, economic, and financial framework for the financial year 2021

During the year under review, the political, economic, and financial situation of Burundi has improved despite the effects of the crisis caused by the covid-19 pandemic.

Indeed, Burundi's Gross Domestic Product (GDP) in 2021 shows an annual growth of 1.6 %. More concretely, it is estimated, by the IMF, at USD 3.19 billion against USD 3.14 billion in 2020. The country expects an annual growth of around 4 % of its GDP in 2022. If this economic trend is confirmed, then Burundi's GDP should increase from USD 3.19 billion to USD 3.40 billion in 2022. According to IMF forecasts, the annual growth of Burundi's GDP should remain around 4% for 2023, which should increase Burundi's GDP to USD 3.64 billion in two years.¹

This improvement of the situation of Burundi and the hope for a better future in the short term, are based on concrete elements, in particular:

1. Disbursement agreement for an amount of SDR 53.9 million (35% of quota, or approximately USD 76.2 million) by the Board of Directors of the International Monetary Fund (IMF) under the Rapid Credit Facility (RCF), to support the implementation of Burundi's COVID-19 response plan and help meet urgent balance of payments and budget financing needs due to the COVID-19 pandemic.²
2. Signing of a contract for the construction of the Kamanyola-Bujumbura power transmission line and the Bujumbura substation, financed by the African Development Bank and the European Union: the works which will last eighteen months, will notably enable the construction of an 80-kilometre 220 kilovolt (kV) power transmission line linking Kamanyola and Bujumbura and a 220/110/30 kV substation in the economic capital of Burundi.³

¹ <https://ouest.in.com/pib/2021/12/01/le-pib-du-burundi-en-2021-selon-le-fmi/>

² <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/burundi-signature-de-contrat-pour-la-construction-de-la-ligne-de-transport-denergie-kamanyola-bujumbura-et-du-poste-de-bujumbura-financee-par-la-banque-africaine-de-developpement-et-lunion-europeenne-47646>

³ <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/burundi-signature-de-contrat-pour-la-construction-de-la-ligne-de-transport-denergie-kamanyola-bujumbura-et-du-poste-de-bujumbura-financee-par-la-banque-africaine-de-developpement-et-lunion-europeenne-47646>

3. *Support of UNDP Burundi, for the period 2019-2023, around the following three priorities, as part of the implementation of the National Development Plan of Burundi (PND Burundi 2018-2027):*⁴
 - *development of rural non-farm livelihoods for local economic growth.*
 - *population access to quality administrative, health and judicial services.*
 - *improved resilience to climate change and disasters.*
4. *Signing of an additional financing agreement for the KIRA project for an amount of USD 54.6 million for the KIRA health system support project, with the World Bank.*⁵
5. *Implementation, by the Government of Burundi and the World Bank, of a project entitled Project for the Improvement of Skills and Employability of Women and Youth (PACEJ) for an amount of USD 80 million US dollars, in support of the implementation of the national youth training and employment policy.*⁶
6. *Financing agreement for the “SESA” agricultural sector entrepreneurship support project for an amount of 17.7 million Euros.*⁷
7. *Granting, by the IMF, of:*⁸
 - *USD 76.2 million in the form of a Rapid Credit Facility, as part of support for initiatives taken by the Government of Burundi in terms of reviving the national economy and macroeconomic stabilization.*
 - *USD 14.46 million granted as part of the debt relief, with a view to contributing to the release of fiscal space allowing the authorities to limit the economic and social impacts of the Covid-19 pandemic.*
 - *nearly USD 211.5 million from the Special Drawing Rights (SDR) allocation approved by the IMF Board of Directors for Burundi in August 2021.*
8. *Holding of a National Forum on the Development of Burundi, with the objective of «mobilization of all the skills of Burundians, where they are, for a contribution to the various reflections and the various actions aimed at making Burundi, an emerging country by 2040.*⁹
9. *The lifting of economic sanctions on Burundi by the European Union following negotiations carried out throughout 2021*¹⁰. *This decision will certainly impact Burundi’s growth in 2022.*

Regarding the general budget of the Republic of Burundi voted for the financial year 2021/2022, it shows that resources amount to BIF 1,562.1 billion against BIF 1,422.8 billion for the previous financial year (increase of 9.8 %) and expenses are around BIF 1,713.9 billion against BIF 1,576.0 billion the previous year (increase of 8.8%). The budget deficit is 91.1% financed by domestic debt.¹¹

As for the average annual inflation rate, it rose from 7.5% in 2020 to 8.3% in 2021, that is a variation of 0.8 points¹². While the Burundian franc depreciated by 3.1% against the US dollar, it appreciated by 5.1% against the European currency (euro)¹³.

On the legislative level, laws favourable to economic recovery have been voted and promulgated as shown in the list appended to this report.¹⁴

4 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/03/29/mise-en-oeuvre-du-pnd-2018-2027-le-pnud-burundi-a-presente-ses-priorites-programmatiques-pour-lannee-2021/>

5 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/05/03/signature-dun-accord-de-financement-additionnel-au-projet-kira/>

6 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/08/16/signature-de-laccord-de-don-entre-la-banque-mondiale-et-le-gouvernement-du-burundi-pour-le-financement-dun-projet-damelioration-des-competences-et-de-lemployabilite>

7 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/10/16/signature-dune-convention-de-financement-entre-le-burundi-et-lunion-europeenne>

8 <http://finances.gov.bi/index.php/2021/11/08/point-de-presse-sur-la-cooperation-entre-le-burundi-et-le-fmi/>

9 <https://www.afrik.com/burundi-retour-sur-le-forum-national-sur-le-developpement-inclusif-et-durable>

10 <https://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=6/0/105>

11 <http://finances.gov.bi/wp-content/uploads/2021/07/Loi-portant-fixation-du-Budget-General-de-la-Republique-du-Burundi-Exercice-2021-2022-compressed-1.pdf>

12 <https://www.isteebu.bi/wp-content/uploads/2022/01/IPC-Dec2021.pdf>, Janvier 2022, p.2

13 Cours de change de la BCB, exercice 2021.

14 <https://assemblee.bi/spip.php?article2264>

Finally, it is important to note the following in the context of the competitive environment:

- Transformation of the “Fond de Promotion de l’Habitat Urbain” (FPHU) into a commercial bank, thus becoming the “Banque de l’Habitat du Burundi” (BHB), the 13th commercial bank in Burundi.¹⁵
- Imminent start of the activities of the Investment and Development Bank for Women (BIDF) whose official launch of activities of the Constitutive General Meeting of Shareholders was carried out in February 2021.¹⁶

II. Bank ownership

At the level of the Bank’s shareholding, the financial year 2021 was characterized by the designation of the company FAJAC as reference shareholder of the BCB, thus joining the group of reference shareholders composed of the BOA Group, SOCABU, BIO, State of BURUNDI and OTB.

III. Bank Governance

In terms of Bank governance, the financial year 2021 was marked by the following facts:

1. Election of:
 - Messrs. Alain SIAENS and Jean-Paul COUVREUR, as Directors representing the Shareholder “FAJAC”.
 - Mr. Arnaud BIHANNIC as Director representing the Shareholder “BOA Group”.
 - Mr. Gilles DOSOGNE as Director representing the Shareholder “BIO”, replacing Mrs. Carole MAMAN.
2. Renewal of Directors’ terms of office:
 - Mrs. Desiderate MSIGARO and Mr. Eddy Michel NTIRENGANYA representing the Shareholder “SOCABU”.
 - Mrs. Rose KATARIHO, representing the Shareholder “State of Burundi”
3. Resignation of directors Alain SIAENS and Jean-Paul COUVREUR representing the shareholder “FAJAC”, as of 31 december 2021

IV. Commercial activities

At the commercial level, the financial year 2021 was marked mainly by the elements described in the lines below:

1. Students accounts opening campaign: 18,707 accounts opened . This campaign was followed by another one aimed at equipping these students with SESAME cards.
2. Putting into production of the automated system for processing clearing checks: with that system, the payment time by check for physical clearing, which used to take 3 to 5 days, is limited to the same day the check is presented in the banking circuit. Note that payment by bank transfer is settled in real time as soon as it is entered into the payment system.
3. Launch of BCB MUHIRA product, a Mobile Money platform (Bank to Wallet & Wallet to Bank) , in partnership with EcoCash: with this product targeting the retail segment, customers can now carry out money withdrawal and transfer transactions via mobile phone.
4. Migration of BCB ATMs to SmartVista platform, replacing Monedia: this migration was a sine qua non condition for being connected to the Bi-Switch network to make the interoperability of monetary transaction possible. Thanks to this migration, new bank cards have been made available to customers: 2 types of SESAME cards and 5 types of VISA cards.

¹⁵ COMMUNIQUE DE PRESSE N°30 DE LA REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 08 DECEMBRE 2021, <https://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2021/12/Communique-Conseil-08-decembre-2021.pdf>, p.8

¹⁶ <https://rmb.bi/fr/art.php?idapi=5/0/116>

5. *Connection of BCB ATMs to Bi-Switch (national electronic banking switch): beginning of their interoperability. This is an opportunity that is now offered to the customers of other banks to be able to use the ATMs of our bank, just as our customers will be able to use the ATMs of the competition.*
6. *Establishment of the “Risk Management” Department, reporting directly to the General Management: the Bank now has an entity that will help it manage the risks relating to its activity and thus initiate strategies to deal with them effectively.*
7. *Definitive hiring of 39 new employees after a very consistent theoretical and practical training of 12 months.*
8. *Continuation of the policy of motivating sales teams and strengthening the spirit of competition by rewarding the best agencies in terms of achieving objectives during sales campaigns.*
9. *Organization of exchange meetings between the General Management and the staff members of the Bank’s branches, with the aim of making everyone aware of the fact that they must be solution-oriented («solution-oriented» corporate culture) with a view to contributing to the effective and efficient achievement of the Bank’s objectives.*

V. Balance sheet and result for the financial year 2021

V.1. Balance sheet

While the Bank’s balance sheet total was BIF 624.7 billion at the end of the financial year 2020, it stood at BIF 682.8 billion at the end of the financial year 2021, an increase of 9.3 % compared to the previous financial year. It is thanks to the increase of BIF 35.5 billion for customer deposits that this progress has been possible.

Net loans to customers amounted to BIF 220.9 billion at the end of the financial year 2021 against BIF 211.3 billion at the end of the financial year 2020, an increase of 4.5%.

Customer deposits, meanwhile, increased by 7.5% from one year to the next, rising from BIF 448.0 billion at the end of 2020 to BIF 482.0 billion at the end of the financial year 2021. Foreign currency deposits represent 10.9% of total deposits compared to 15.4% at the end of the previous year.

V.2. Income statement

At the end of the financial year 2021, the Net Banking Income stood at BIF 55.3 billion, compared to BIF 45.1 billion at the end of 2020, an increase of 22.3%. This performance was achieved mainly thanks to the Net Interest Margin and Net Commissions, which increased respectively by 10.6% and 59.3% compared to the end of 2020.

General Operating Expenses amount to BIF 28.2 billion, compared to BIF 24.4 billion at the end of the previous year; an increase of 15.7%. As for the Cost/Income Ratio, it stood at 51.0% at the end of 2021 compared to 55.0% at the end of the previous financial year.

Finally, the Net Income amounts to BIF 25,144,181,293 against BIF 18,520,038,721 during the previous year; an increase of 35.8%. After addition of the retained earnings from the previous year of BIF 5,980,457, the result to be distributed amounts to BIF 25,150,161,750.

VI. Social report

In terms of the social balance sheet, the following facts are worth highlighting:

- ▶ *Signing of an agreement between the BCB and the “Mutuelle de la Fonction Publique” to enable Bank retirees to benefit from free and quality health care. To this end, a Fund has been created, entirely financed by the Bank’s Staff Pension Fund.*
- ▶ *Continuation of the policy of training and capacity building of human resources in various fields, with the aim of meeting the needs of the Bank and the requirements of the increasingly competitive and demanding work environment.*



Exchange of copies of the Convention signed by the BCB and the Mutuelle de la Fonction Publique about free health care for BCB retirees.



Press conference after the signature of the Convention between the BCB and the Mutuelle de la Fonction Publique about free health care for BCB retirees.

- ▶ *Recruitment and training of the 3rd cohort of apprentice university graduates without «professional experience wishing to learn the Bank profession»: 39 apprentices were hired as Bank employees with an open-ended contract.*
- ▶ *Organization of various training courses for staff to adapt them to the constantly changing working environment.*
- ▶ *Continuation of the usual work of the Bank's corporate bodies (Works Council and other internal Bank committees).*
- ▶ *Meetings with staff members for discussions aimed at instilling in them the "solution-oriented" corporate culture that allows them to effectively face the challenges they encounter in the exercise of their function.*
- ▶ *Continuation of the staff motivation and development policy, through the organization of seminars in a friendly setting.*
- ▶ *Definition of a new identity for the BCB as part of the celebration of its centenary: « BCB, compagnon sûr pour progresser » or « BCB, umugenzi kirumara ». The purpose is to revamp the way the Bank wants to be perceived by its various partners (staff, customers, etc.): a bank that supports and reassures its partners and vice versa.*

VII. Outlook 2022

During the financial year 2022, the Bank will work on the implementation of a new Three-Year Development Plan defined for the period 2022-2024 (PTD 2022-2024).

In addition, while the Bank is celebrating its centenary, it will keep, among its priorities, the improvement of the quality of service, strengthening of profitability, diversification of the products offered to customers, in particular digital banking (ATMs, internet banking, mobile money, etc.), savings products and rapid transfers.

Lastly, it will also continue its policy of proximity (opening of new points of sale, in Bujumbura and other provinces) and improvement of the reception conditions for customers, the reorganization work of certain branches, those of Nyanza-lac and Karusi as well as the relocation of Amitié branch.

Annex:
**Laws passed and promulgated that are favorable to
Burundi's economic recovery**

1. *Law No. 1/10 of 31 May 2021 on the ratification by the State of Burundi of the Trade Agreement between the Government of the Republic of Burundi and the Government of the Republic of Equatorial Guinea.*
2. *Law No. 1/11 of 31 May 2021 on the ratification by the State of Burundi of the Cooperation Agreement in the maritime and port transport sector between the Government of the Republic of Burundi and the Government of the Republic of Equatorial Guinea.*
3. *Law No. 1/12 of 31 May 2021 on the ratification by the State of Burundi of the Agreement on the promotion and reciprocal protection of investments between the Government of the Republic of Burundi and the Government of the Republic of Equatorial Guinea.*
4. *Law No. 1/13 of 31 May 2021 on the ratification by the State of Burundi of the reciprocal visa exemption agreement for holders of Diplomatic and service passports between the Government of the Republic of Burundi and the Government of the Republic of Equatorial Guinea.*
5. *Law n°1/15 of 17 June 2021 on the ratification by the State of Burundi of loan agreement n°13606P between the State of Burundi and the OPEC Fund for International Development (OFID) relating to the Project Intensification of Agricultural Production and Reduction of Vulnerability in Burundi (PIPARV-B), signed in Vienna on February 01, 2021;*
6. *Law No. 1/16 of 17 June 2021 on the ratification by the State of Burundi of the financing agreement for the Support Project for the Sustainable Development of Agricultural and Livestock Value Chains in Burundi (PADCAE- B) between the State of Burundi and the African Development Bank (ADB).*
7. *Law No. 1/17 of 17 June 2021, on the ratification by the State of Burundi of the agreement establishing the African Continental Free Trade Area (ZLECAF).*
8. *Law No. 1/18 of 17 June 2021 on the ratification by the State of Burundi of Grant Agreements No. D7900-BI and TF0B5105-BI between the State of Burundi and the International Development Association (IDA) relating to the second additional financing for the Burundi health system support project «KIRA», signed in Bujumbura on May 3, 2021.*
9. *Law No. 1/19 of 17 June 2021 amending Law No. 1/24 of September 10, 2008 on the Burundi Investment Code;*
10. *Law No. 1/21 of 20 August 2021 on the ratification by the Republic of Burundi of Grant Agreement No. TF0B5320 for additional financing for the landscape restoration and resilience project in Burundi between the Republic of Burundi and the Association Development International, signed in Bujumbura on 24 May 2021.*
11. *Law No. 1/23 of 05 November 2021 on the ratification by the Republic of Burundi of Grant Agreement No. D8580 between the Republic of Burundi and the International Development Association (IDA) relating to the financing of a support project for Improving Skills and Employability of Women and Youth (PACEJ) in Burundi, signed in Bujumbura on 16 August 2021.*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS

Rapport Général du Commissaire aux Comptes aux actionnaires de la BCB

Conformément aux dispositions légales et réglementaires et spécialement la Loi n°1/09 du 30 mai 2011 portant code des sociétés privées et à participation publique en son article 141, nous avons procédé aux vérifications requises sur les comptes de la BCB S.M. au 31 décembre 2021. Nous réaffirmons notre indépendance par rapport à la BCB, ainsi qu'aux responsables de son Management, tel que cela est requis par la Circulaire n°16/18 relative à l'agrément et à l'exercice de la fonction de Commissaires aux Comptes dans les établissements de crédit, et par le code de déontologie des Commissaires aux Comptes.

Ces informations sont de la responsabilité de la Direction de la Banque.

Responsabilité des Administrateurs et de la Direction de la BCB S.M. dans l'établissement et la présentation des états financiers.

Les Administrateurs sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux normes comptables applicables aux banques et établissements financiers en République du Burundi. Ils ont l'obligation de mettre en place un système de contrôle interne adéquat et efficace, qui permet la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du Commissaire aux Comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Cet audit a été réalisé selon les normes de l'IFAC. Les normes ISA requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers de la BCB sm représentent sincèrement tous leurs aspects significatifs, l'état de sa situation financière au 31 décembre 2021, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres ainsi que l'état des flux de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux normes comptables applicables aux banques et établissements financiers en République du Burundi.

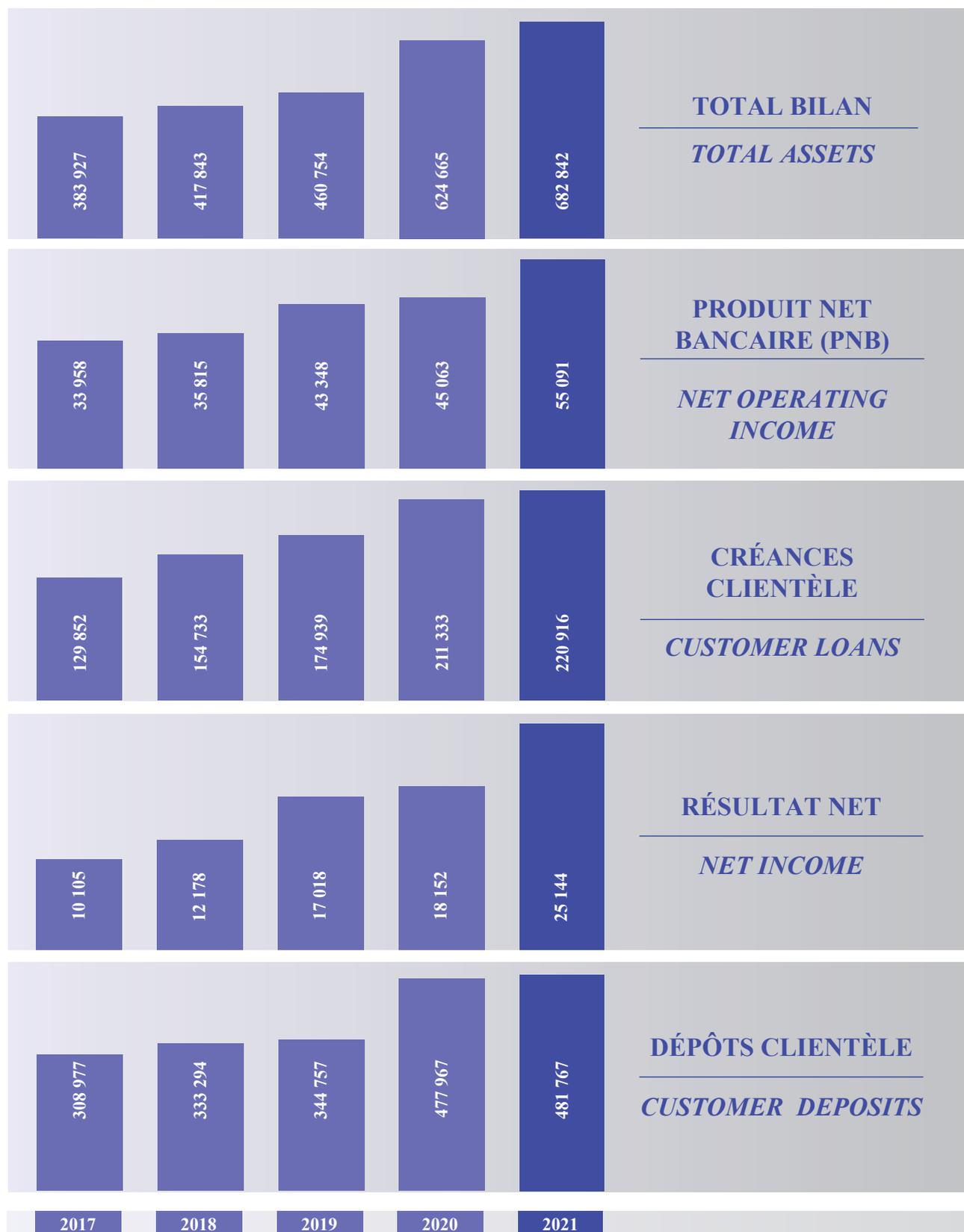
Les caractéristiques des états financiers sont les suivantes :

	31/12/2020	31/12/2021
Totaux du bilan (en milliers BIF)	624 664 942	682 841 816
Résultats (en milliers BIF)	18 520 039	25 144 181
Capitaux propres (en milliers BIF)	83 744 826	102 204 807

Bujumbura, le 11 février 2022
FIDASCO INTERNATIONAL

Chiffres-clés sur les cinq derniers exercices

Key figures for the five last financial years





Bilan
Compte de résultat
Résolutions

Balance Sheet
Income statement
Resolutions

Bilan comparé des deux derniers exercices

Balance sheet for the last two fiscal years

	31/12/2021	31/12/2020
ACTIFS		
Caisses et Banque Centrale (BRB) / <i>Cash and Bank of the Republic of Burundi (BRB)</i>	43 709 715	53 234 194
Autres actifs financiers / <i>Other financial assets</i>	26 374 460	41 053 908
Instruments dérivés de couverture / <i>Hedging derivative instruments</i>	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente / <i>available-for-sale financial assets</i>	-	-
Prêts et créances sur les banques et assimilées / <i>Banks and similar Loans</i>	26 471 957	13 468 066
Prêts et créances sur la clientèle / <i>Customer loans</i>	220 915 974	211 333 495
Placements financiers / <i>Financial Investments</i>	322 456 249	264 683 007
Actifs d'impôt courants et différés / <i>Current and deferred tax assets</i>	2 882 479	2 074 723
Autres actifs / <i>Other assets</i>	2 297 212	2 624 233
Actifs non courants destinés à être cédés / <i>Non-current assets held for sale</i>	-	-
Participations dans les entreprises liées / <i>Investments in affiliated companies</i>	100 000	-
Immeubles de placement / <i>Investment properties</i>	5 942 374	6 149 009
Immobilisations corporelles / <i>Fixed assets</i>	30 412 009	27 987 109
Immobilisations incorporelles / <i>Intangible Assets</i>	1 279 387	2 057 199
Ecart d'acquisition / <i>Goodwill</i>	-	-
TOTAL ACTIFS / TOTAL ASSETS	682 841 817	624 664 942
PASSIFS / LIABILITIES		
DETTES / DEBTS		
Banque Centrale (BRB) / <i>Central Bank</i>	10 000 000	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat <i>Financial liabilities at fair value through profit or loss</i>	-	-
Instruments dérivés de couverture / <i>Hedging derivative instruments</i>	-	-
Dettes avec les banques et assimilées / <i>Debts with banks and similar</i>	64 679 849	67 998 109
Dettes envers la clientèle / <i>Customer deposits</i>	481 767 154	447 966 664
Dettes représentées par des titres / <i>Debts evidenced by certificates</i>	320 977	1 634 293
Passifs d'impôts courants et différés / <i>Current and deferred tax liabilities</i>	1 876 493	1 613 428
Autres passifs / <i>Other liabilities</i>	14 674 908	15 771 975
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés <i>Debts related to non-current assets held for sale</i>	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance <i>Technical provisions for insurance contracts</i>	-	-
Provisions pour risques et charges / <i>Provisions for risks and charges</i>	7 317 628	5 935 647
Subventions d'investissement et fonds de garantie <i>Investment grants and guarantee funds</i>	-	-
TOTAL DETTES / TOTAL LIABILITIES	580 637 010	540 920 116
CAPITAUX PROPRES / EQUITY		
Capital et réserves liées / <i>Capital and related reserves</i>	27 027 770	25 175 242
Réserves consolidées / <i>Consolidated reserves</i>	42 251 836	32 062 193
Résultat de l'exercice / <i>Earnings of the fiscal year</i>	25 144 181	18 520 039
Gains ou pertes latents ou différés / <i>Unrealized or deferred gains or losses</i>	7 781 019	7 987 352
Intérêts minoritaires / <i>Minority interests</i>	-	-
Total capital et réserves / Total capital and reserves	102 204 807	83 744 826
TOTAL PASSIFS / TOTAL LIABILITIES	682 841 817	624 664 942

Résultat comparé des deux derniers exercices

Income for the last two fiscal years

	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés / <i>Interest and similar Income</i>	51 667 885	44 719 369
- Intérêts et charges assimilés / <i>Interest and similar expenses</i>	-12 877 864	-9 645 436
Intérêts Nets / <i>Net Interests</i>	38 790 021	35 073 933
+ Commissions (produits) / <i>Commissions (Income)</i>	14 646 044	9 208 216
- Commissions (charges) / <i>Commissions (Expenses)</i>	-154 412	-113 519
+/- Gains ou pertes nets de change / <i>Net Exchange gains or losses</i>	1 798 655	1 346 735
+/- Gains ou pertes nets sur placements financiers / <i>Net gains or losses on financial investments</i>	58 070	77 505
+ Produits des autres activités / <i>Income from other activities</i>	911 267	154 559
- Charges des autres activités / <i>Expenses of other activities</i>	-958 557	-684 729
Produit Net Bancaire / <i>Net Operating Income</i>	55 091 087	45 062 699
- Charges de personnel / <i>Staff expenses</i>	-15 828 848	-13 636 570
- Dotations nettes sur immobilisations / <i>Net allocations to fixed assets</i>	-2 710 310	-2 462 087
- Autres charges générales d'exploitation / <i>Other general operating expenses</i>	-9 678 624	-8 297 923
Résultat Brut d'Exploitation / <i>Gross Operating Profit</i>	26 873 305	20 666 119
- Coût du risque / <i>Risk cost</i>	374 189	262 637
Résultat d'Exploitation / <i>Operating profit</i>	27 247 494	20 928 756
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs / <i>Net gains or losses on other assets</i>	206 333	-369 605
Résultat avant Impôt / <i>Pre-tax Income</i>	27 453 827	20 559 151
- Impôt sur le bénéfice / <i>Income tax</i>	-2 309 645	-2 039 112
Résultat Net / <i>Net Income</i>	25 144 181	18 520 039
Résultat net par action / <i>Net income per share</i>	161	119
Résultat net dilué par action / <i>Net Diluted earnings per share</i>	161	119
RÉSULTAT NET / <i>Net Income</i>	25 144 181	18 520 039
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL / <i>OTHER ELEMENTS OF THE OVERALL INCOME</i>		
Gains ou pertes latents des actifs disponibles à la vente (IAS 39) / <i>Unrealized gains or losses on available-for-sale assets</i>		0
Écarts de réévaluation des immobilisations (IAS 16 et 38) / <i>Fixed asset revaluation differences</i>		0
Autres / <i>Others</i>		0
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL / <i>TOTAL OVERALL INCOME</i>	25 144 181	18 520 039
Résultat total par action / <i>Total income per share</i>	161	119
Résultat total dilué par action / <i>Diluted Total Income per share</i>	161	119

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 18 MARS 2022

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Crédit de Bujumbura, réunie le 18 mars 2022, prend les résolutions ci-après :

1

L'Assemblée Générale des Actionnaires adopte à l'unanimité le rapport du Commissaire aux Comptes relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

2

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont adoptés à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Actionnaires, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et approuvés par le Commissaire aux Comptes.

3

L'Assemblée Générale des Actionnaires adopte à l'unanimité le rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

4

Le résultat à affecter s'établissant à 25 150 161 749 BIF après incorporation du report à nouveau de l'exercice antérieur, l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de le répartir comme suit :

Dotation à la réserve légale :	2 515 016 175 BIF
Réserve pour Infrastructure :	7 545 048 525 BIF
Réserve complémentaire (réserve disponible, selon l'instruction de la BRB) :	6 287 540 437 BIF
Dividende brut :	8 799 415 200 BIF
Report à nouveau :	3 141 412 BIF

5

La gestion des Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 d'une part, et les devoirs accomplis par le Commissaire aux Comptes pour le même exercice d'autre part, sont approuvés à l'unanimité et décharge leur est donnée par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

6

L'Assemblée Générale des Actionnaires élit, nom par nom, Madame Corinne SIAENS et Monsieur Thierry SEYNAVE aux postes d'Administrateurs de la Banque de Crédit de Bujumbura représentant l'actionnaire FAJAC. Ils vont achever les mandats de Messieurs Alain SIAENS et Jean-Paul COUVREUR qui expirent à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2025 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024.

RESOLUTIONS OF THE ORDINARY GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS OF 18 MARCH 2022

The Ordinary General Meeting of Shareholders of the Banque de Crédit de Bujumbura, held on 18 March 2022, adopts the following resolutions:

1

The General Meeting of Shareholders unanimously adopts the report of the Statutory Auditor for the financial year ending 31 December 2021.

2

The annual accounts for the financial year ending 31 December 2021 are unanimously adopted by the General Meeting of Shareholders, as approved by the Board of Directors and the Statutory Auditor.

3

The General Meeting of Shareholders unanimously adopts the report of the Board of Directors for the financial year ending 31 December 2021.

4

The result to be appropriated amounts to BIF 25,150,161,749 after incorporation of the retained earnings from the previous financial year, and the General Meeting of Shareholders decides to allocate it as follows:

<i>Allocation to the legal reserve</i>	<i>2 515 016 175 BIF</i>
<i>Reserve for Infrastructure</i>	<i>7 545 048 525 BIF</i>
<i>Additional reserve (reserve available, according to BRB instruction)</i>	<i>6 287 540 437 BIF</i>
<i>Gross dividend:</i>	<i>8 799 415 200 BIF</i>
<i>Retained earnings:</i>	<i>3 141 412 BIF</i>

5

The management of the Directors for the financial year ending 31 December 2021 on the one hand, and the duties performed by the Auditor for the same financial year on the other hand, are unanimously approved and discharge is given to them by the General Meeting of Shareholders.

6

The General Meeting of Shareholders elects, name by name, Mrs Corinne SIAENS and Mr Thierry SEYNAVE as Directors of the Banque de Crédit de Bujumbura representing the shareholder FAJAC. They will complete the mandates of Messrs Alain SIAENS and Jean-Paul COUVREUR, which expire at the end of the Ordinary General Meeting of 2025, which will approve the accounts for the financial year 2024.

ANNEXES

1. NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES ET PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

1.1. Adoption des normes IFRS

La première adoption des normes IFRS par la BCB est intervenue avec l'exercice 2015, sur recommandation de la BRB qui a adressé un courrier dans ce sens à toutes les banques sous sa supervision. Les retraitements rétrospectifs sur l'exercice 2014 ont dû figurer dans le tableau de variation des capitaux propres, conformément à l'IFRS 1 «Première application des IFRS».

1.1.1. Traitement de la trésorerie et équivalents de trésorerie suivant IAS7

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités.

1.1.2. Présentation des actifs financiers et des passifs financiers conformément à l'IAS 32

L'IAS 32 intitulé « Instruments financiers : présentation-compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » définit un instrument financier comme « tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité ».

Quant à l'actif financier, il correspond à « tout actif qui est :

- de la trésorerie ;
- un instrument de capitaux propres d'une autre entité ;
- un droit contractuel de recevoir d'une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier ou d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement favorables à l'entité.

1.1.3. Comptabilisation et évaluation des instruments financiers suivant IAS 39 remplacé par l'IFRS 9

La norme IFRS 9 a introduit une approche unique de classification pour tous les actifs financiers, soit au coût amorti, soit à la juste valeur.

Les actifs financiers sont ainsi classifiés suivant le modèle économique qui prévaut pour l'entité qui les détient:

- Si l'objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels : l'actif financier est évalué au coût amorti.
- Si l'objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers : l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
- Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

1.1.4. Évaluation et comptabilisation des impôts différés suivant l'IAS 12

Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entité s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

La valeur comptable d'un actif d'impôt différé doit être revue à chaque date de clôture. Une entreprise doit réduire la valeur comptable d'un actif d'impôt différé dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Une telle réduction doit être reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

L'impôt exigible et différé doit être comptabilisé en produit ou en charge et compris dans le résultat de la période, sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans la même période ou une période différente ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

1.1.5. Évaluation et comptabilisation des immeubles de placement suivant IAS 40

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment – ou partie d'un bâtiment – ou les deux) détenu (par le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Une entité doit choisir comme méthode comptable soit le modèle de la juste valeur, soit le modèle du coût et doit appliquer cette méthode à tous ses immeubles de placement.

Suivant le modèle de la juste valeur, un profit ou une perte résultant d'une variation de la juste valeur d'un immeuble de placement doit être comptabilisé en résultat dans la période au cours de laquelle il se produit.

La juste valeur d'un immeuble de placement est le prix auquel cet actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. Une entité détermine la juste valeur sans aucune déduction des coûts de transaction qu'elle peut encourir lors de la vente ou de toute autre forme de sortie.

La juste valeur d'un immeuble de placement doit refléter les conditions du marché à la date de clôture. Une entité qui choisit le modèle du coût doit évaluer l'ensemble de ses immeubles de placement selon les dispositions de l'IAS 16 relatives à ce modèle.

1.1.6. Évaluation et comptabilisation des immeubles d'exploitation suivant IAS 16

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, l'entité applique le modèle de la réévaluation comme méthode préférentielle. Elle peut continuer d'utiliser le modèle de coût lorsqu'une évaluation fiable ne peut pas être obtenue, ou lorsque le coût de son obtention paraît exagéré.

Une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul de pertes de valeurs ultérieures.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

La fréquence des réévaluations dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations corporelles en cours de réévaluation. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

Lorsqu'une immobilisation corporelle est réévaluée, toute la catégorie des immobilisations corporelles dont fait partie cet actif doit être réévaluée.

Lorsque la valeur comptable d'un actif est augmentée à la suite d'une réévaluation, l'augmentation doit être créditée directement en capitaux propres sous la rubrique écarts de réévaluation.

Toutefois, l'augmentation doit être comptabilisée en résultat dans la mesure où elle compense une diminution de réévaluation du même actif, précédemment comptabilisée en résultat.

Lorsque, à la suite d'une réévaluation, la valeur comptable d'un actif diminue, cette diminution doit être comptabilisée en résultat. Toutefois, une réévaluation négative doit être directement imputée en capitaux propres sous la rubrique écart de réévaluation dans la mesure où l'écart de réévaluation présente un solde créditeur pour ce même actif.

1.1.7. Actifs incorporels suivant IAS 38

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique. La valeur résiduelle d'une immobilisation incorporelle est le montant estimé qu'une entité obtiendrait à ce jour de la sortie de l'actif, après déduction des coûts de sortie estimés, si l'actif avait l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Un actif satisfait au critère d'identifiabilité s'il répond à l'une des conditions ci-après :

- lorsqu'il est séparable, c'est-à-dire qu'il peut être séparé de l'entité et être vendu, transféré, concédé par licence, loué ou échangé, soit de façon individuelle, soit dans le cadre d'un contrat, avec un actif ou un passif lié ;
- lorsqu'il résulte de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations.

Une immobilisation incorporelle doit être comptabilisée si, et seulement si :

- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité ;
- le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Une immobilisation incorporelle doit être évaluée initialement au coût.

1.2. Monnaie de tenue des comptes

La monnaie de tenue des comptes est le franc burundais (BIF). Un logiciel bancaire appelé IGOR permet la tenue d'une comptabilité multidevises, avec enregistrement des contrevaleurs en francs burundais aux cours historiques.

A la clôture de l'exercice, les soldes des comptes de trésorerie en monnaies étrangères sont convertis au cours moyen de fin du mois de clôture lorsque les informations financières correspondent à une date autre que la clôture d'exercice.

1.3. Taux d'amortissement des immobilisations d'exploitation

La Loi n°1/14 du 24 décembre 2020 en ses articles 60 à 68 définit les règles et les taux d'amortissements qui s'appliquent à compter de la clôture de l'exercice clôturé en fin 2020 :

- les actifs faisant l'objet de crédit-bail peuvent être amortis par le crédit-preneur en cas de crédit-bail financier ou par le crédit bailleur en cas de crédit-bail opérationnel ;
- amortissement des immeubles : 5% en linéaire ;
- amortissement des machines lourdes, bateaux, navires et aéronefs : 10% en linéaire ;
- amortissement des actifs incorporels (y compris les fonds de commerce): 10% en linéaire;
- amortissement des matériels informatiques : 50% en dégressif par groupe ;
- amortissement des autres actifs : 25% en dégressif par groupe.

1.4. Tests de dépréciation (impairment)

La BCB pratique systématiquement des tests de dépréciation sur les actifs détenus.

1. Les titres de participation font l'objet de dépréciation dès lors que l'analyse de la situation financière des entités concernées laisse transparaître un risque de perte de valeur des titres. Ceci a été le cas pour les titres détenus sur des sociétés en difficulté et/ou en liquidation ;

2. Le test de dépréciation des créances est pratiqué suivant les prescrits de la circulaire n°12/2018 du 17 Août 2018. Suivant l'article 3 de cette circulaire, les créances sont classées en 5 catégories en fonction du nombre de mois de retard de paiement :
- créances saines qui n'accusent pas de retard d'impayés. Une provision de 1% est néanmoins constituée sur le total des créances saines. Cette provision est prise en compte dans les fonds propres complémentaires ;
 - les créances à surveiller qui présentent des échéances impayées pendant une période inférieure à 90 jours après la date d'échéance. Une provision de 3% doit être constituée sur les créances à surveiller;
 - les créances pré-douteuses qui comportent des impayés pendant une période comprise entre 90 et 179 jours. Une provision de 20% est constituée sur les créances pré-douteuses ;
 - les créances douteuses qui comportent des impayés pendant une période comprise entre 180 et 359 jours. Une provision de 50% est constituée sur les créances douteuses ;
 - les créances compromises qui comportent des impayés pendant une période de 360 jours et plus. Une provision de 100% est constituée sur les créances compromises ;

2. NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS

2.1. ACTIF

2.1.1. Caisses et Banque Centrale

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Valeurs en caisse	16 519 931	24 472 832	-7 952 901	-32%
Banque de la République du Burundi	27 189 783	28 761 361	-1 571 578	-5%
Total	43 709 715	53 234 194	-9 524 479	-18%

Valeurs en caisse

Billets et monnaies Burundais	8 993 685	11 506 582	-2 512 897	-22%
Billets et monnaies étrangers	7 526 246	12 966 251	-5 440 005	-42%
Total	16 519 931	24 472 832	-7 952 901	-32%

Banque de la République du Burundi

Compte ordinaire en BIF	9 335 117	13 676 174	-4 341 057	-32%
Comptes ordinaires en devises	17 854 667	-15 085 187	2 769 480	18%
Total	27 189 783	28 761 361	-1 571 578	-5%

Les situations de caisses sont attestées par des procès-verbaux de clôture comptable. Les actifs en devises étrangères en caisse sont évalués conformément à l'IFRS 9 (qui a remplacé l'IAS 39 à compter du 1er janvier 2018). Les cours de change utilisés sont les cours moyens publiés par la BRB à la date de clôture des comptes. Cette règle est également conforme à la Loi fiscale burundaise (Article 49 de la loi n°1/14 du 24 Décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24/01/2013 relative aux impôts sur les revenus).

Constats :

- ▶ La BCB a souscrit à une prime d'assurance vol de fonds en séjour, en transport et en cours de manipulation pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.
- ▶ L'état de rapprochement du compte BRB BIF affiche des suspens, certains datent de très longtemps (2013) et un écart non encore identifié de 635 261 667 BIF.

- ▶ L'état de rapprochement du compte BRB USD affiche des suspens qui datent de 2019 ainsi qu'un écart non identifié de \$ 3 494,84.

L'élaboration des états de rapprochement n'est pas une fin en soi, toutes les opérations pour lesquelles la BCB est en retard devraient être enregistrées, corriger toutes erreurs commises par la BCB et signaler celles qui ont été enregistrées par les tiers (la BRB, en l'occurrence).

2.1.2. Autres actifs financiers

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes ordinaires auprès des correspondants	26 374 460	41 053 908	-14 679 448	-36%

La réglementation bancaire du Burundi autorise les banques commerciales à détenir des comptes en devises étrangères auprès d'autres banques commerciales à l'étranger. Les soldes des comptes des correspondants font l'objet de confirmation par les différentes banques et des états de rapprochement sont confectionnés.

La norme IFRS 9 (qui remplace partiellement l'IAS 39 à compter du 1er janvier 2018) est appliquée : les différences de change dégagées par l'évaluation des actifs en monnaies étrangères sont enregistrées au compte de résultat. Les cours de change utilisés sont les cours moyens publiés par la BRB. Cette règle est également conforme au code burundais des impôts (Article 50 de la Loi n° 1/14 du 24/12/2020 relative aux impôts sur les revenus).

2.1.3. Instruments dérivés de couverture

Les instruments dérivés sont des actifs financiers qui consistent en des droits à terme ou des droits conditionnels résultant de contrats ou de promesses de contrats. Ils sont liés à des actifs ou indices sous-jacents et leur valeur dépend de l'évolution de ces actifs ou indices entre la conclusion du contrat et son dénouement. La valeur du produit est ainsi dérivée de celle des actifs sous-jacents. Les actifs sous-jacents peuvent être par exemple un taux d'intérêt, une devise et son taux de change, une valeur mobilière et sa valeur, une matière première et sa valeur, un indice.

La BCB ne gère pas d'instruments dérivés de couverture.

2.1.4. Actifs financiers disponibles à la vente

Suivant la définition du plan comptable bancaire édicté par la BRB, les actifs financiers disponibles à la vente constituent une catégorie d'actifs financiers « par défaut ». Il s'agit de titres qui ne peuvent être classés ni en « prêts et autres créances », ni en « actifs détenus jusqu'à l'échéance », ni en « actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette définition est certainement issue de l'application de l'IAS 39, alors que la norme IFRS 9 qui est actuellement applicable préconise une définition plus simple et logique, basé sur les objectifs (modèle économique) retenue par l'entité lors de l'acquisition des titres (sauf changement intervenu par la suite).

La BCB ne détient pas d'actifs financiers disponibles à la vente.

2.1.5. Prêts et créances sur les banques et assimilées

Cette rubrique enregistre les prêts garantis par des titres reçus en pension. Ils sont comptabilisés de la manière suivante : les titres reçus ne sont pas comptabilisés au bilan comme des titres mais comme une créance. La créance est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et créances sur les banques et établissements financiers » ou « Prêts et créances sur la clientèle » selon la contrepartie de la pension.

La norme IAS 39 (et l'IFRS 9 qui l'a remplacé) offre l'alternative de valoriser ces prêts au coût amorti (voir aussi chapitre 2, §4.1 du plan comptable IFRS émis par la BRB en 2009).

Cette méthode ne donne de différence significative par rapport à la valeur historique que lorsque le taux d'intérêt effectif est notablement différent des taux historiques et pour des délais longs.

Prêts et créances sur banques et assimilées	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Prêts de trésorerie à terme	0	0	0	-
Prêts financiers	25 544 860	3 827 252	21 717 607	567%
Autres comptes "collaterals"	893 882	9 637 852	-8 743 971	-91%
Intérêts courus à recevoir	33 216	2 961	30 255	1022%
Total	26 471 957	13 468 066	13 003 892	97%

2.1.6. Prêts et créances sur la clientèle

La norme IAS 39, de même que l'IFRS 9 qui l'a remplacé, prévoit de valoriser les prêts au coût amorti (voir chapitre 2, §4.1 du plan comptable IFRS émis par la BRB en 2009) : utilisation du taux d'intérêts effectif si nécessaire ou mise en évidence du caractère non significatif éventuel des calculs d'actualisation.

Prêts et créances sur la clientèle	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle	46 613 274	37 214 683	9 398 591	25%
Crédits de trésorerie	41 834 803	46 767 074	-4 932 271	-11%
Crédits à l'équipement	68 630 908	54 296 186	14 334 722	26%
Crédits à la consommation	41 023 096	50 975 458	-9 952 363	-20%
Crédits immobiliers	17 694 082	19 041 672	-1 347 590	-7%
Valeurs à recevoir (clientèle)	330 415	256 572	73 844	29%
Créances dépréciées. Dépréciations (clientèle)	4 789 396	2 781 850	2 007 546	72%
Total	220 915 974	211 333 495	9 582 479	5%

Comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle

Comptes à vue	46 500 268	37 162 613	9 337 655	25%
Autres comptes à vue de la clientèle	113 006	52 070	60 936	117%
Intérêts courus sur comptes à vue de la clientèle	0	0		
Total	46 613 274	37 214 683	9 398 591	25%

Crédits de trésorerie

Crédits commerciaux	19 642 075	14 015 451	5 626 624	40%
Crédits à l'export	2	1 919 847 2	-1 919 845	-100%
Crédits financement marchés	1 387 740	834 957	552 783	66%
Autres crédits de trésorerie	20 778 956	29 989 714	-9 210 759	-31%
Intérêts à recevoir sur crédit trésorerie	26 031	7 105	18 926	266%
Total	41 834 803	46 767 074	-4 932 271	-11%

Crédits à l'équipement

Crédits à l'équipement aux entreprises	47 492 566	36 953 088	10 539 478	29%
Crédits à l'équipement aux collectivités locales	134 747	237 959	-103 213	-43%
Autres crédits à l'équipement	20 893 926	17 032 940	3 860 986	23%
Intérêts courus à recevoir	109 670	72 199	37 470	52%
Total	68 630 908	54 296 186	14 334 722	26%

Crédits à la consommation

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Crédits à la consommation affectés	9 369 201	10 068 185	-698 984	-7%
Crédits à la consommation non affectés	31 603 831	40 857 257	-9 253 426	-23%
Intérêts courus à recevoir	50 064	50 017	47	0%
Total	41 023 096	50 975 458	-9 952 363	-20%

Crédits immobiliers

Crédits à l'habitat	17 682 591	18 943 204	-1 260 613	-7%
Crédits immobiliers aux promoteurs	0	0	0	
Intérêts courus à recevoir	11 491	98 467	-86 976	-88%
Total	17 694 082	19 041 672	-1 347 590	-7%

Valeurs à recevoir (clientèle)

Valeurs à l'encaissement	0	0	0	-
Valeurs impayées à recevoir ou à imputer	-2 900	0	-2 900	-100%
Valeurs en compensation	- 333 315	256 572	76 744	29%
Total	330 415	256 572	73 844	29%

Créances dépréciées. Dépréciations (clientèle)

Créances pré-douteuses	882 401	72 061	810 340	1125%
Créances douteuses	384 667	269 668	114 999	43%
Créances compromises	11 757 207	10 266 666	1 490 541	15%
Dépréciations créances	-8 234 878	-7 826 545	-408 333	5%
Moins-values sur crédits hors marché (prêts au personnel)	0	0	0	
Total	4 789 396	2 781 850	2 007 546	72%

2.1.7. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Titres d'actifs financiers disponibles à la vente	1 657 863	1 757 863	-100 000	-6%
Dépréciation titres disponibles à la vente	-70 837	-70 837	0	0%
Bons du Trésor détenus	22 770 000	64 441 000	-41 671 000	-65%
Intérêts versés d'avance sur bons du Trésor	0	0	0	
Obligations du Trésor détenues (valeurs nominales)	285 660 000	189 010 000	96 650 000	51%
Intérêts courus sur obligations du Trésor	12 439 222	9 544 980	2 894 242	30%
Total	322 456 249	264 683 007	57 773 242	22%

Suivant la définition de la norme IAS 39 (qui a été remplacée par IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018), les placements détenus jusqu'à leur échéance et les prêts émis jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti, la perte ou le profit étant constatés dans le résultat de l'exercice.

Le coût amorti est défini par la norme comme « le montant auquel un actif ou un passif financier a été évalué lors de sa comptabilisation initiale diminué des remboursements en principal et majoré ou diminué de l'amortissement cumulé de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance (prime de remboursement ou d'émission, frais d'émission par exemple) et diminué de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité ».

- **Incidence du coût amorti sur les bons du Trésor**

Les bons du Trésor sont comptabilisés à leur valeur dite « nominale », qui inclut en réalité les intérêts qui seront perçus in fine, soit à 13 semaines, soit à 26 semaines, ou encore à 52 semaines selon le cas. Ces bons étant à un terme très court, sans risque et à des taux plus que confortables, la valorisation au coût amorti (actualisation des flux attendus) n'est pas significative.

- **Incidence du coût amorti sur les obligations détenues sur le Trésor Public**

Certes l'application du coût amorti aboutirait à une répartition différente des intérêts courus sur les obligations, sur la durée de leur maturité, mais ces retraitements ne sont significatifs que pour des délais longs et avec une différence significative entre le taux réel et le taux d'actualisation retenu.

2.1.8. Actifs d'impôts courants et différés

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Impôt courant (actif)	2 882 479	2 074 723	807 756	39%
Impôt différé actif	0	0	0	
Impôt courant (passif imputable)	0	0	0	
Total	2 882 479	2 074 723	807 756	39%

La BCB n'a pas enregistré d'impôt différé actif.

L'IAS 12 stipule que « un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible, à moins que l'actif d'impôt différé ne soit généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

2.1.9. Autres actifs divers

Comptes de régularisation et actifs divers

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Dépôts de garanties divers	0	0	0	-
Débiteurs divers	168 897	152 709	16 189	11%
Subvention à recevoir sous forme de crédit d'impôt	0	0	0	-
Comptes de régularisation	2 128 315	2 402 593	-274 278	-11%
Valeurs et emplois divers	0	68 931	-68 931	-100%
Total	2 297 212	2 624 233	-327 020	-12%

Débiteurs divers

Sommes diverses dues par le personnel	0	0	0	-
Divers autres débiteurs	168 897	152 709	16 189	11%
Total	168 897	152 709	16 189	11%

Comptes de régularisation

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	1 970 949	2 240 431	-269 482	-12%
Comptes de liaison	1 694	1 654	40	2%
Suspens d'intérêts	75 911	47 599	28 312	59%
Autres comptes de régularisation	79 762	112 910	-33 148	-29%
Total	2 128 315	2 402 593	-274 278	-11%

Valeurs et emplois divers

Stocks de fournitures de bureau et imprimés	0	68 931	-68 931	-100%
Autres valeurs et emplois divers	0	0	0	-
Immeubles acquis par dation	0	0	0	-
Réduction de valeur des immobilisations en dation	0	0	0	-
Total	0	68 931	-68 931	-100%

Quelques constatations :

Concernant les 168 897 452 BIF de la rubrique « divers autres débiteurs » (voir sous-section 2.9.1) », il y a un montant de BIF133.292.653 représentant les intérêts à recevoir qui datent de 2018 & 2019 consécutifs à la migration du système DELTA au système IGOR. Il s'agit en réalité d'actifs qui pourraient se révéler fictifs.

AGENCE	COMPTE	CLIENT	NOM	NCG	LIBELLE	MONTANT
13101	22900000390	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-53 481 767
13120	22900000627	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-26 284 043
13105	22900000467	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-7 501 198
13116	22900000586	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-4 256 582
13102	22900000416	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-4 082 786
13108	22900000508	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-4 078 053
13110	22900000523	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-3 943 290
13104	22900000455	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-3 630 625
13115	22900000574	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-3 500 975
13107	22900000494	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-3 357 356
13113	22900000550	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-2 867 510
13103	22900000442	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-2 769 590
13121	22900000639	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-2 646 601
13112	22900000547	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-2 551 356
13119	22900000615	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-1 962 633
13118	22900000602	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-1 636 908
13114	22900000562	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-1 438 551
13106	22900000481	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-1 395 488
13111	22900000535	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-1 372 740
13109	22900000511	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-494 669
13122	22900000641	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-20 250
13117	22900000599	802290	IAR/CRD A REGUL	328910	DIVERS AUTRES DEBITEURS FBU	-19 682
TOTAL						-133 292 653

2.1.10. Participation dans les entreprises liées

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Participations	100 000	0	100 000	100%
Dépréciation des titres	0	0	0	-
Total	100 000	0	100 000	100%

IAS 28 s'applique à la comptabilisation des participations dans des entreprises associées.

Selon cette norme, « une entreprise associée est une entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés de personnes, dans laquelle l'investisseur a une influence notable, et qui n'est ni une filiale, ni une participation dans une coentreprise ».

Si un investisseur détient, directement ou indirectement (par exemple, par le biais de filiales), 20 % ou davantage des droits de vote dans l'entreprise détenue, il est présumé exercer une influence notable, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas.

L'existence de l'influence notable d'un investisseur est habituellement mise en évidence par une ou plusieurs des situations suivantes :

- représentation au Conseil d'Administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ;
- participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ;
- transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue ;
- échange de personnels dirigeants
- fourniture d'informations techniques essentielles.

Une participation dans une entreprise associée doit être comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, sauf si :

- la participation est classée comme détenue en vue de la vente ;
- la participation autorise à procéder à une consolidation suivant l'IAS 27

2.1.11. Immeubles de placement

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Terrains, aménagements et Immeubles de placement	8 186 160	8 071 531	114 629	1%
Amortissements des immeubles de placement	-2 243 786	-1 922 522	-321 264	17%
Dépréciation des immeubles de placement	0	0	0	-
Total	5 942 374	6 149 009	-206 635	-3%

La norme IAS 40 préconise la valorisation des immeubles de placement, au choix entre la méthode de la juste valeur (fair value model) ou le modèle du coût. En cas d'option pour la juste valeur, les variations de valeurs sont enregistrées dans le résultat global.

L'entité qui opte pour le modèle de coûts est néanmoins obligée de fournir les informations relatives à la juste valeur des actifs. La réévaluation doit être actualisée avec une régularité suffisante pour s'assurer que les variations sont significatives ou non.

2.1.12. Immobilisations corporelles

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Immobilisations corporelles d'exploitation	55 707 929	50 713 237	4 994 691	10%
Amortissements des immobilisations corporelles	-25 295 919	-22 726 129	-2 569 791	11%
Total	30 412 009	27 987 109	2 424 901	9%

Suivant l'IAS 16, une entité doit choisir pour méthode comptable soit le modèle du coût, soit le modèle de la réévaluation. Elle doit appliquer cette méthode à l'ensemble d'une catégorie d'immobilisations corporelles.

La BCB procède à un inventaire des immobilisations corporelles et met à jour les tableaux d'amortissements.

2.1.13. Immobilisations incorporelles

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Logiciels informatiques	5 276 019	5 276 019	0	0%
Amortissements des immobilisations incorporelles	-4 186 742	-3 508 287	-678 455	19%
Autres immobilisations incorporelles	190 110	289 468	-99 358	-34%
Immobilisations incorporelles en cours (logiciels)	0	0	0	-
Total	1 279 387	2 057 199	-777 812	-38%

Détail de la rubrique « Autres immobilisations incorporelles »

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	(en %)
Charges à répartir	1 424 102	1 424 102	0	0%
Amortissements autres immobilisations incorporelles	-1 233 992	-1 134 634	-99 358	9%
Total	190 110	289 468	-99 358	-34%

L'IAS 38 définit une immobilisation incorporelle comme « un actif non monétaire identifiable sans substance physique ».

Par ailleurs, un actif satisfait au caractère identifiable lorsqu'il est séparable, c'est-à-dire qu'il peut être séparé de l'entité et être vendu, transféré, concédé par licence, loué ou échangé, soit de façon individuelle, soit dans le cadre d'un contrat, avec un actif ou un passif lié ; ou résulte de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations.

Les éléments qui peuvent être enregistrés à l'actif en immobilisations incorporelles sont ainsi très strictement limités par cette définition.

2.2. PASSIF

2.2.1. Banque Centrale (BRB)

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes d'apports de liquidités	10 000 000	0	10 000 000	100%
Intérêts courus du refinancement	0	0	0	-
Total	10 000 000	0	10 000 000	100%

2.2.2. Dettes envers les banques et assimilées

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes ordinaires des banques et assimilés	13 237 013	11 217 461	2 019 552	18%
Valeurs données en pension, emprunts et autres comptes créditeurs	51 442 837	56 780 648	-5 337 812	-9%
Valeurs à payer (banques et assimilés)	0	0	0	-
Total	64 679 849	67 998 109	-3 318 260	-5%

Comptes ordinaires des banques et assimilés

Comptes ordinaires des banques au Burundi	259 332	3 360	255 972	7618%
Comptes ordinaires des établissements financiers	357 359	1 421 920	-1 064 560	-75%
Comptes ordinaires des institutions de microfinance	12 600 511	9 792 181	2 808 330	29%
Comptes ordinaires des banques centrales, des banques et établissements financiers à l'étranger	19 811	0	19 811	-
Total	13 237 013	11 217 461	2 019 552	18%

Valeurs données en pension, emprunts et autres comptes créditeurs

Emprunts de trésorerie au jour le jour	20 510 000	7 380 000	13 130 000	178%
DAT microfinances	85 610	22 494	63 116	281%
Emprunts inter-réseau et autres dettes	30 785 697	48 934 617	- 18 148 920	-37%
Intérêts courus	61 529	443 537	-382 007	-86%
Total	51 442 837	56 780 648	-5 337 812	-9%

2.2.3. Dettes envers la clientèle

Comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle	480 087 951	446 287 084	33 800 866	8%
Valeurs à payer (clientèle)	1 679 203	1 679 580	-377	0%
Total	481 767 154	447 966 664	33 800 490	8%

Comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle

Comptes à vue	282 197 514	278 940 099	3 257 415	1%
Autres comptes à vue de la clientèle	2 109 100	1 841 052	268 048	15%
Comptes d'épargne	63 864 957	60 072 428	3 792 530	6%
Dépôts et comptes à terme	108 664 236	92 884 022	15 780 213	17%
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	21 566 027	10 118 448	11 447 579	113%
Intérêts courus	1 686 117	2 431 035	-744 918	-31%
Total	480 087 951	446 287 084	33 800 866	8%

Valeurs à payer (clientèle)

Valeurs à payer	1 679 203	1 679 580	-377	0%
Chambre de compensation	0	0	0	-
Total	1 679 203	1 679 580	-377	0%

2.2.4. Passif d'impôts courants ou différés

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Impôt courant	1 876 493	1 613 428	263 065	16%
Impôt différé passif	0	0	0	0%
Total	1 876 493	1 613 428	263 065	16%

Calcul des impôts différés passif :

Ecart de réévaluation des immeubles et titres	7 781 019	7 987 352	-206 333	-3%
Taux d'imposition	30%	30%	0	0%
Impôts différés passifs	2 334 306	2 396 206	-61 900	-3%

Selon l'IAS 12, « l'impôt différé passif est le montant d'impôt payable sur les bénéfices lors d'exercices futurs. L'impôt différé passif correspond au décalage temporel existant entre la constatation comptable d'un produit et sa prise en compte dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur ». L'impôt différé passif peut aussi se rapporter à des crédits d'impôt reportables.

Calcul des impôts différés passif à comptabiliser :

Ecart de réévaluation des immeubles et titres	7 987 352	8 154 473	-167 122
Taux d'imposition	30%	30%	0
Impôts différés passifs	2 396 206	2 446 342	- 50 136

2.2.5. Autres passifs

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Créditeurs divers	784 367	591 804	192 563	33%
Comptes de régularisation	13 890 541	15 180 172	-1 289 630	-8%
Total	14 674 908	15 771 975	-1 097 067	-7%

Créditeurs divers

Sommes dues à l'état	458 830	436 809	22 021	5%
Sommes dues aux organismes de prévoyance	58 092	57 348	744	1%
Fournisseurs de biens et services	97 264	29 088	68 176	-
Divers autres Créditeurs	170 181	68 559	101 622	148%
Total	784 367	591 804	192 563	33%

Comptes de régularisation

Charges à payer et produits constatés d'avance	12 473 460	14 238 867	-1 765 407	-12%
Comptes de liaison	0	0	0	
Autres comptes de régularisation	1 417 081	941 305	475 776	51%
Total	13 890 541	15 180 172	-1 289 630	-8%

2.2.6. Provisions pour risques et charges

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Provisions pour risques de crédit inscrites au passif	4 081 303	2 504 888	1 576 415	63%
Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	3 236 325	3 430 758	-194 433	-6%
Total	7 317 628	5 935 647	1 381 982	23%

Détail des Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)

Provisions pour retraite et autres avantages au personnel	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	236 325	3 430 758	-194 433	-6%
Total	3 236 325	3 430 758	-194 433	-6%

2.2.7. Capital et réserves liées

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Primes liées au capital	0	0	0	0
Réserve légale	11 527 770	9 675 242	1 852 528	19%
Capital souscrit appelé et versé	15 500 000	15 500 000	0	0%
Total	27 027 770	25 175 242	1 852 528	7%

2.2.8. Réserves consolidées

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Réserve statutaires	0	0	0	-
Réserve facultatives	42 245 856	32 056 952	10 188 904	32%
Report à nouveau affecté	5 980	5 241	740	14%
Résultats non encore affectés	25 144 181	18 520 039	6 624 143	36%
Corrections d'erreurs	0	0	0	0
Total	67 396 017	50 582 231	16 813 786	33%

2.2.9. Gains ou pertes latents ou différés

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Écart de réévaluation du portefeuille	0	0	0	-
Autres gains ou pertes latents sur valeurs d'actif	1 431 046	1 431 046	0	0%
Écarts nets de réévaluation des immobilisations	6 349 973	6 556 306	-206 333	-3%
Total	7 781 019	7 987 352	-206 333	-3%

2.3. COMPTE DE RESULTAT

2.3.1. Intérêts et produits assimilés

Produits sur opérations avec les banques et assimilés	26 637 410	18 334 059	8 303 351	45%
Produits sur opérations avec la clientèle	25 030 475	26 385 310	-1 354 835	-5%
Total	51 667 885	44 719 369	6 948 516	16%

Produits sur opérations avec les banques et assimilés

Intérêts sur valeurs reçues en pension, prêts & autres comptes débiteurs	26 637 410	18 334 059	8 303 351	45%
--------------------------------------------------------------------------	------------	------------	-----------	-----

2.3.2 Produits sur opérations avec la clientèle

Intérêts sur comptes débiteurs de la clientèle	7 141 576	6 854 452	287 124	4%
Intérêts sur crédits de trésorerie	4 548 928	4 502 559	46 370	1%
Intérêts sur crédits à l'équipement	4 823 287	4 629 226	194 061	4%
Intérêts sur crédits à la consommation	6 987 734	8 638 192	-1 650 458	-19%
Intérêts sur crédits immobiliers	783 875	1 019 135	-235 260	-23%
Commissions sur engagements de financement et de garantie	745 075	741 746	3 329	0%
Intérêts sur titres de créances émis par la clientèle	0	0	0	-
Total	25 030 475	26 385 310	-1 354 835	-5%

Les opérations de placements en trésorerie (Bons et obligations du Trésor) représentent plus de 45% des intérêts, et ils ont augmenté de 34% entre 2020 et 2021. Ceci n'est pas une exception, toutes les banques de la place ayant fortement recouru à ces placements, malgré une baisse continue des taux servis par le Trésor Public.

2.3.2. Intérêts et charges assimilées

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle (En volume) (en %)	
Charges sur opérations avec les banques et assimilés	-3 534 311	-1 632 426	-1 901 885	117%
Charges sur opérations avec la clientèle	-9 343 553	-8 013 009	-1 330 544	17%
Total	-12 877 864	-9 645 436	-3 232 429	34%

Charges sur opérations avec les banques et assimilés

Intérêts sur comptes ordinaires de la BRB	-419 389	-324 780	-94 609	100%
Intérêts sur comptes ordinaires des Banques et autres créditeurs	-89 307	-33 906	-55 401	163%
Intérêts sur valeurs données en pension, emprunts et autres créditeurs	-3 025 615	-1 273 741	-1 751 875	138%
Total	-3 534 311	-1 632 426	-1 901 885	117%

Charges sur opérations avec la clientèle

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Intérêts sur comptes créditeurs de la clientèle	0	0	0	
Intérêts sur comptes d'épargne	-3 583 131	-3 173 832	-409 299	13%
Intérêts sur dépôts à terme	-5 760 422	-4 839 177	-921 245	19%
Intérêts sur Bons de caisse	0	0	0	0
Total	-9 343 553	-8 013 009	-1 330 544	17%

Les charges sur opérations avec les banques sont constituées par des « surcotes » payées sur les obligations du Trésor. Ces charges devraient exceptionnellement être imputées sur les intérêts générés par les mêmes obligations (voir note 27 ci-avant), afin de ne pas fausser les analyses.

2.3.3. Produits de commissions

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Commissions sur fonctionnement de compte	2 643 645	2 736 936	-93 291	-3%
Commissions sur moyens de paiement	4 944 695	4 198 743	745 953	18%
Commissions de service sur crédits	6 848 210	2 091 211	4 756 999	227%
Autres produits sur prestations de services	209 494	181 327	28 167	16%
Total	14 646 044	9 208 216	5 437 828	59%

2.3.4. Charges de commissions / Commissions sur prestation de service(charges)

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Charges sur moyens de paiement	-138 818	-111 481	-27 338	25%
Autres charges sur prestations de service	-15 594	-2 039	-13 555	665%
Total	-154 412	-113 519	-40 893	36%

2.3.5. Gains ou pertes nets de change

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Produits net sur opérations de change	32 715	19 792	12 922	65%
Gains sur réévaluation d'avoirs en devises étrangères	1 819 332	1 082 247	737 086	68%
Commissions reçues sur opérations de change	582 709	617 925	-35 216	-6%
Autres produits nets sur instruments financiers	0	-21 661	21 661	-100%
Commissions payées sur opérations de change	-636 101	-351 568	-284 533	81%
Total	1 798 655	1 346 735	451 920	34%

2.3.6. Gains ou pertes nets sur placements financiers

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Dividendes reçus	58 070	77 505	-19 435	-25%

2.3.7. Produits des autres activités

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Produits sur immeubles de placement	147 498	118 738	28 760	24%
Gains sur les changements de juste valeur	0	0	0	0
Divers autres produits accessoires	763 769	35 821	727 949	2032%
Total	911 267	154 559	756 708	490%

2.3.8. Charges des autres activités

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Perte sur les changements de juste valeur	0	0	0	0%
Charges sur immeubles de placement	-958 557	-684 729	-273 828	40%
Total	-958 557	-684 729	-273 828	40%

2.3.9. Charges du personnel

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Salaires et appointements	-9 246 316	-8 286 032	-960 284	12%
Primes et gratifications	0	0	0	0%
Autres rémunérations	0	0	0	0%
Charges d'allocations sociales	0	0	0	0%
Charges de retraite	0	0	0	0%
Charges de formation	-90 906	-277 212	186 306	-67%
Engagements de retraite et autres avantages au personnel	-3 921 975	-2 887 956	-1 034 019	36%
Autres charges du personnel	-2 569 651	-2 185 369	-384 281	18%
Total	-15 828 848	-13 636 570	-2 192 278	16%

2.3.10. Dotations aux amortissements nets

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Amortissement immeubles et aménagements d'exploitation	0	0	0	0%
Amortissement matériel, mobilier et véhicules	-957 258	-656 488	-300 771	46%
Amortissement informatiques	-1 653 694	-1 681 917	28 222	-2%
Amortissements valeurs incorporelles	-99 358	-123 683	24 325	-20%
S /total des dotations brutes	-2 710 310	-2 462 087	-248 223	10%
Reprise écart de réévaluation	0	0	0	0%
Reprise de la quote-part de subventions reçues	0	0	0	0%
Dotations nettes	-2 710 310	-2 462 087	-248 223	10%

2.3.11. Autres charges générales d'exploitations

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Impôts et taxes	-302 520	-32 379	-270 141	834%
Charges liées aux locaux	-2 509 019	-2 154 684	-354 335	16%
Honoraires et prestations externes	-1 570 046	-1 393 198	-176 848	13%
Autres charges externes	-4 270 533	-4 318 966	48 433	-1%
Autres charges d'exploitation	-1 026 507	-398 696	-627 810	157%
Total	-9 678 624	-8 297 923	-1 380 700	17%

2.3.12. Coût net du risque

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Reprises de dépréciations des créances	1 603 480	2 525 433	-921 952	-37%
Récupérations sur créances amorties	1 774 270	1 783 426	-9 156	-1%
Dotations pour dépréciations des créances	-2 067 050	-2 498 583	431 533	-17%
Pertes sur créances irrécupérables	-936 512	-1 547 639	611 128	-39%
Dotations aux provisions pour risque de crédit inscrites au passif	0	0	0	0%
Total	374 189	262 637	111 552	42%

2.3.13. gains ou pertes nets sur autres actifs

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Produits sur valeurs et emplois divers	0	0	0	0%
Divers autres produits ou charges accessoires (plus-value Dations, etc.)	0	0	0	0%
Reprises de provisions fiscales	0	0	0	0%
Plus-values de cession sur immobilisations	0	14 872	-14 872	-100%
Moins-values de cession sur immobilisations	0	0	0	0%
Reprises de provisions hors risque de crédit	0	0	0	0%
Reprises des moins-values nettes sur immobilisation réévaluées	206 333	167 122	39 211	23%
Dotations aux provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	0	-551 598	551 598	-100%
Total	206 333	-369 605	575 938	-156%

2.3.14. Impôts sur les bénéfices

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Impôts sur les bénéfices	-2 309 645	-2 039 112	-270 533	13%
Charges/produits d'impôts différés	0	0	0	0%
Total	-2 309 645	-2 039 112	-270 533	13%

2.3.15. Résultat global

	31/12/2021	31/12/2020	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Résultat net	25 144 181	18 520 039	6 624 143	36%
Autres éléments du résultat global	0	0	0	0%
Total	25 144 181	18 520 039	6 624 143	36%

ANNEXE 3: ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2021 (chiffres en milliers BIF)

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Gains latents	Résultat	Total des capitaux propres
Capitaux propres clôture N-2 (2019)	15 500 000	7 973 149	22 698 777	8 154 473	17 017 595	71 343 994
Changement de méthodes et corrections d'erreurs	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres ouverture N-1 (2020)			22 698 777	8 154 473	17 017 595	71 343 994
Affectation du résultat N-2 (2018):	0	0	-3340	0	-11 065 508	-11 068 848
Prime de bilan, dividendes, tantièmes versés					-5 952 087	-5 952 087
Augmentation de Capital					0	0
Incorporation réserves						11 068 848
Autres (détail dans les notes annexes)			0		0	0
Résultat net de l'exercice			0		18 520 039	18 520 039
Sous-total: transactions entre actionnaires					0	0
Autres éléments du résultat global:	0	0	0	0	0	0
Gains ou pertes latents sur valeurs d'actif						
Ecarts de réévaluation des immobilisations						
Autres				0		0
Capitaux propres clôture N-1 (2020)					18 520 039	83 744 824
Changement de méthodes et corrections d'erreurs	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres ouverture 2021 (N)	15 500 000	9 675 242	32 062 192	7 987 351	18 520 039	83 744 824
Affectation du résultat N-1 (2020):	0	0	-5241	0	-12 042 171	-12 047 412
Prime de bilan, dividendes, tantièmes versés	0	0	0	0	-6 477 867	-6 477 867
Augmentation de Capital	0	0	0	0	0	0
Incorporation réserves	0	1 852 528	10 194 884	0	0	12 047 412
Autres (détail dans les notes annexes)	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	0	0	0	0	25 144 181	25 144 181
Sous-total: transactions entre actionnaires	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0
Gains ou pertes latents sur valeurs d'actif	0	0	0	-206 333	0	-206 333
Ecarts de réévaluation des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres clôture 31/12/2021	15 500 000	11 527 770	42 251 835	7 781 019	25 144 181	102 204 805

ANNEXE 4: ETAT DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2021 (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant impôts	27 453 827	20 559 151
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 710 310	2 462 087
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-374 189	-262 637
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	0
Perte nette/gain net des activités d'investissement	206 333	369 605
(Produits)/charges des activités de financement		0
Autres mouvements (Fluctuation des cours de change, Rééval imm placement)		0
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant Impôts et des autres ajustements	2 129 789	2 569 055
Flux liés aux opérations avec les banques et assimilées	-16 322 151	44 893 260
Flux liés aux opérations avec la clientèle	24 592 199	67 077 447
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-59 086 558	-99 554 023
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	67 243	576 432
-Impôts versés	-2 309 645	-2 039 112
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-53 058 912	10 954 004
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-23 475 296	34 082 210
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-100000	0
Flux liés aux immeubles de placement	206 635	168 568
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-4 357 399	-6 151 047
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-4 250 763	-5 982 479
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-6 477 867	-5 952 087
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	10000000	0
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	3 522 133	-5 952 087
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-24 203 927	22 147 645
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	94 288 101	72 140 457
Caisse, banques centrales (actif et passif)	53 234 194	43 528 167
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)	41 053 908	28 612 290
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	70 084 174	94 288 101
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	43 709 715	53 234 194
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)	26 374 460	41 053 908
Variation de la trésorerie nette	-24 203 927	22 147 644

BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA S.M.

www.bcb.bi



Réseau de la BCB au 30 juin 2022 / BCB network as of 30 June 2022

Siège / Head Office

Mairie de Bujumbura – 5, Boulevard Patrice Emery Lumumba – BP 300 – Bujumbura – BURUNDI
Tél.: (257) 22 20 11 11 – Swift : BCRBBIBI – @ : <info@bcb.bi> – www.bcb.bi

Centre d’Affaires / Business Centre

Siège Social – 1er étage – Mairie de Bujumbura – 5, Boulevard Patrice Emery Lumumba
BP 300 Bujumbura - BURUNDI Tél.: (257) 22 20 11 73 – @ : <info@bcb.bi>

Agences et Guichets de Bujumbura / Bujumbura Branches and Counters

AGENCE CENTRALE

Mairie de Bujumbura
5, Boulevard Patrice Lumumba
BP 300 – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 10 65

AMITIÉ

Avenue de l’Amitié – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 45

BUYENZI

Avenue de la Santé – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 55

CENTENAIRE

Boulevard de l’Uprona – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 51

KIGOBE

Boulevard du 28 Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 77

AGENCE DU 1er JUILLET

Avenue OUA – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 12 60

KINANIRA

Boulevard Mwezi Gisabo – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 57

ORÉE DU GOLF

Boulevard du 1er Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 12

PLACE DE L’INDÉPENDANCE

Place de l’Indépendance – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 44

KAMENGE

Boulevard Mwambutsa– Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 12 10

GUICHET DE LA CHAUSSÉE P.L. RWAGASORE ¹

Chaussée P.L. Rwagasore – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 04

GUICHET PNUD ²

Avenue des Patriotes
Tél.:(257) 22 20 11 81

¹ Rattachés à l’Agence Centrale

GUICHET UNICEF ²

Avenue Gitega Kabondo Ouest
Tél.:(257) 22 20 12 22

GUICHET DE LA BRARUDI ³

Boulevard du 1er Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 24 67 25

GUICHET DU PORT DE BUJUMBURA ³

Boulevard du Port – Bujumbura
Tél.:(257) 22 24 11 49

GUICHET SEP ⁴

Boulevard du 1er Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 69

GUICHET DE LA PAFE ⁵

Boulevard du 1er Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 69

² Rattachés à l’Agence Centenaire

³ Rattachés à l’Agence de l’Orée du Golf

⁴ Rattachés à l’Agence du 1^{er} juillet

⁵ Rattachés à l’Agence Kigobe

Agences des Provinces / Branches in Provinces

GITEGA

Province de Gitega – Avenue du Triomphe
BP 158 Gitega – Tél.:(257) 22 20 12 47

KARUSI

Province de Karusi – Karusi
Tél.:(257) 22 20 12 35

KAYANZA

Province de Kayanza – Route Nationale 1
BP 4 Kayanza – Tél.:(257) 22 20 12 13

KIRUNDO

Province de Kirundo – Place du Marché
BP 39 Kirundo – Tél.:(257) 22 20 12 27

MAKAMBA

Province de Makamba – Makamba
Tél.:(257) 22 20 12 36

MUYINGA

Province de Muyinga – Route Nationale 6
BP 44 Muyinga – Tél.:(257) 22 20 12 21

NGOZI

Province de Ngozi – Route Nationale 6
BP 43 Ngozi – Tél.:(257) 22 20 12 33

NYANZA-LAC

Province de Makamba – Route Nationale 3
Nyanza-Lac – Tél.:(257) 22 20 12 03

RUGOMBO

Province de Cibitoke – Route Nationale 5
Rugombo Tél.:(257) 22 20 11 60

RUMONGE

Province de – Route Nationale 3
BP 19 Rumonge – Tél.:(257) 22 20 12 05

RUTANA

Province de Rutana – Rutana
Tél.:(257) 22 20 11 86

RUYIGI

Province de Ruyigi – Ruyigi
Tél.:(257) 22 20 12 09

GIHOFI

Province de Rutana – Gihofi
Tél.:(257) 22 50 70 15